



# **Bienvenue à l'assemblée générale COFACE SA**

---

***Bois-Colombes***

19 mai 2016

**coface**



# 1. Ouverture de séance

---

*Laurent Mignon*

Président du conseil d'administration

# Documents mis à la disposition des actionnaires

- Insertion publiée au BALO le 11 avril 2016
- Insertion publiée dans les Petites Affiches du 28 avril 2016
- Copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires le 28 avril 2016
- Copie des lettres de convocation adressées aux commissaires aux comptes le 28 avril 2016
- Statuts, Kbis
- Liste des actionnaires
- Pouvoirs des actionnaires représentés, formulaires de vote
- Feuille de présence
- Document de référence 2015, incluant :
  - Comptes sociaux, comptes consolidés, tableau des affectations du résultat ;
  - Rapports du conseil d'administration ;
  - Rapport du président du conseil d'administration ;
  - Rapports des commissaires aux comptes ;
  - Tableau des résultats des cinq derniers exercices ;
  - Liste des administrateurs et de leurs fonctions dans d'autres sociétés ;
  - Texte des projets de résolution ;
- Rapport complémentaire du conseil d'administration (articles L. 225-129-5, R. 225-116 et R. 225-117 du Code de commerce) et rapport complémentaire des commissaires aux comptes
- Rapports des commissaires aux comptes sur certaines résolutions présentées à l'assemblée générale

# Ordre du jour assemblée générale mixte

## A titre ordinaire

- Rapport du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les opérations de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2015
- Rapport du président du conseil d'administration
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2015
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2015
- Affectation du résultat et distribution par prélèvement sur le poste « prime d'émission »
- Fixation de l'enveloppe globale annuelle des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration
- Autorisation au conseil d'administration d'opérer sur les actions de la Société
- Ratification de la cooptation de deux administrateurs
- Rapport spécial des commissaires aux comptes et approbation des conventions et engagements nouveaux visés par les articles L225-38 et suivants du Code de commerce
- Rapport spécial des commissaires aux comptes et approbation des engagements réglementés visés à l'article L225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice de Jean-Marc Pillu et de Xavier Durand
- Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Jean-Marc Pillu, directeur général

# Ordre du jour assemblée générale mixte

## A titre extraordinaire 1/2

- Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de réduire le capital social par annulation des actions détenues en propre
- Réduction du capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions et affectation du montant de la réduction au compte prime d'émission
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou prime ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par placements privés visés à l'article L 411-2-II du Code monétaire et financier

# Ordre du jour assemblée générale mixte

## A titre extraordinaire 2/2

- Autorisation à donner au conseil d'administration, dans la limite de 10% du capital par an, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public ou par placements privés visés à l'article L-411-2-II du Code monétaire et financier, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération d'apports en nature
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la société réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre, en faveur de certains salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées
- Pouvoirs pour formalités

# Programme de l'assemblée

- Intervention du directeur général
- Perspectives économiques mondiales
- Résultats financiers 2015 et 1<sup>er</sup> trimestre 2016
- Rapports des commissaires aux comptes
- Point sur la gouvernance et activité du conseil d'administration et des comités spécialisés
- Rémunération des mandataires sociaux
- Présentation des résolutions
- Questions des actionnaires
- Vote des résolutions
- Résultats des votes
- Clôture de la séance



## 2. Intervention

---

*Xavier Durand*

Directeur général de COFACE SA





### 3. Environnement économique

---

*Julien Marcilly*

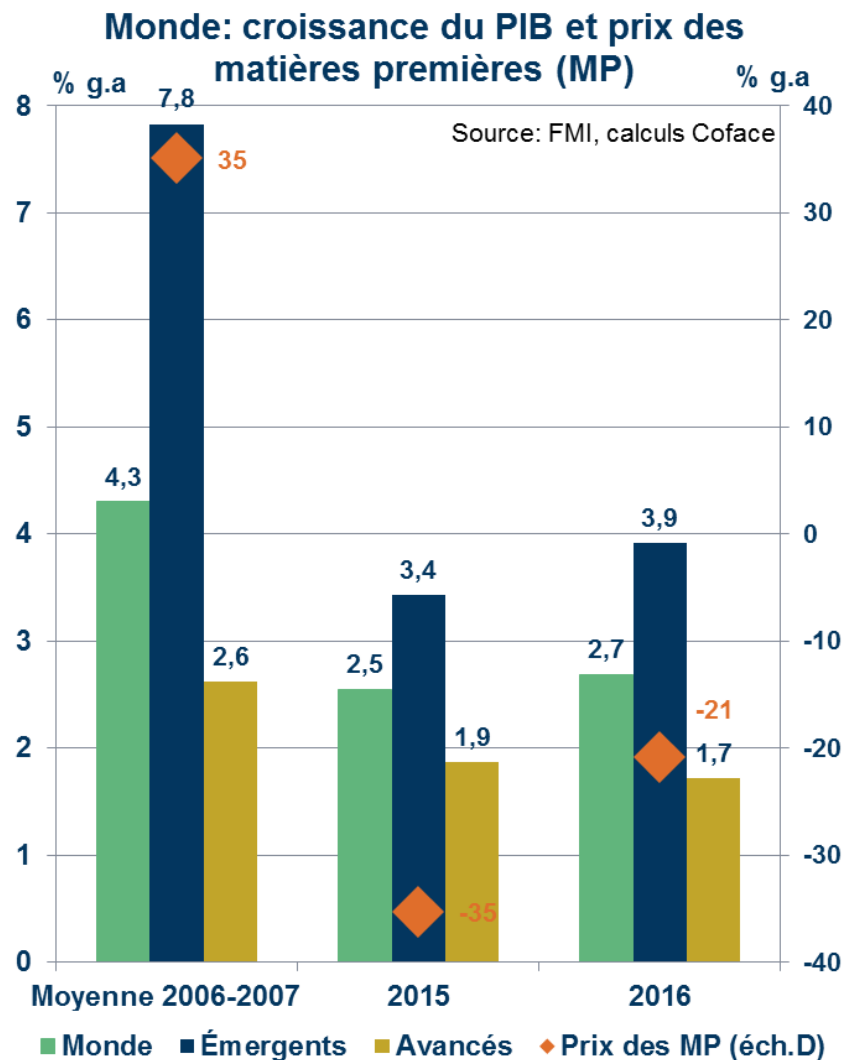
Economiste en chef de COFACE SA

# Risque pays mondial : au plus haut depuis 2000

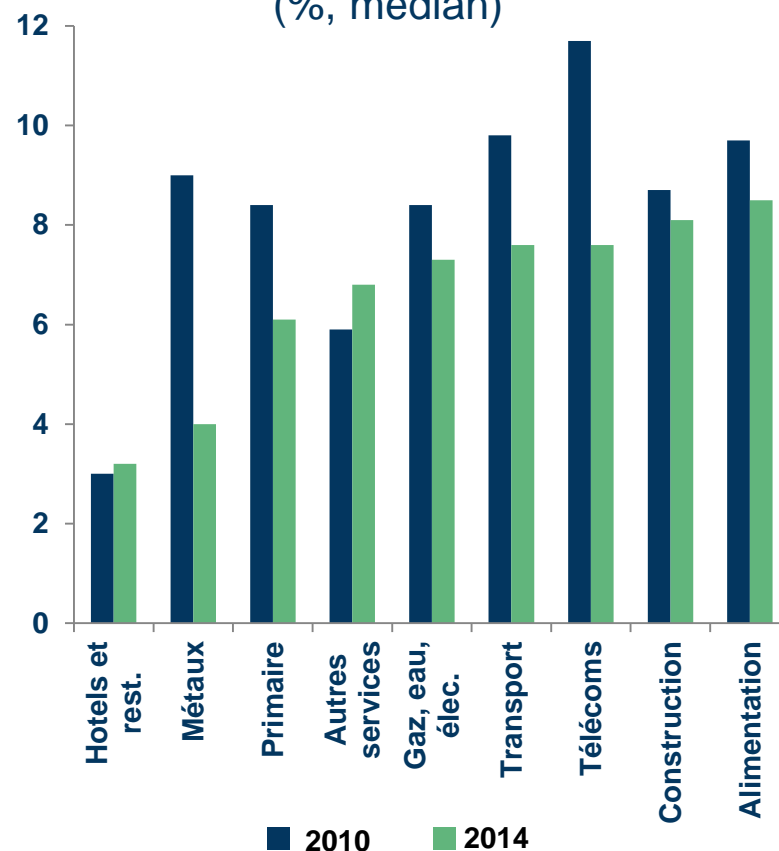
**Niveau mondial moyen de risque pays**  
(1 = risque très faible ; 7 = risque très élevé, source : Coface)



# Pays émergents - Risque #1 : baisse de la croissance du PIB et de la profitabilité des entreprises

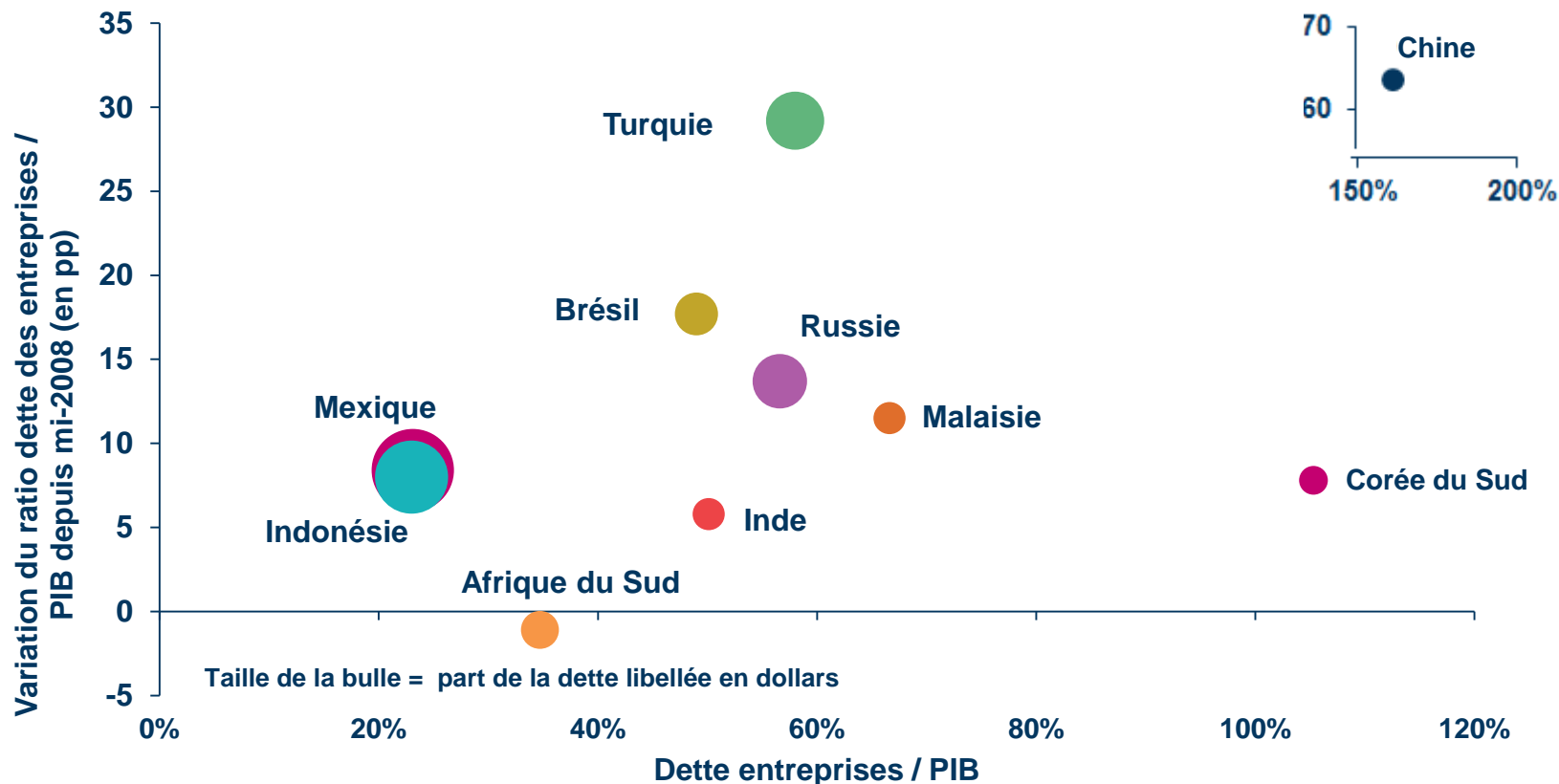


## Rendements des capitaux propres par secteur des entreprises des pays émergents (% , médian)



# Pays émergents - Risque #2 : dette des entreprises, la partie immergée de l'iceberg

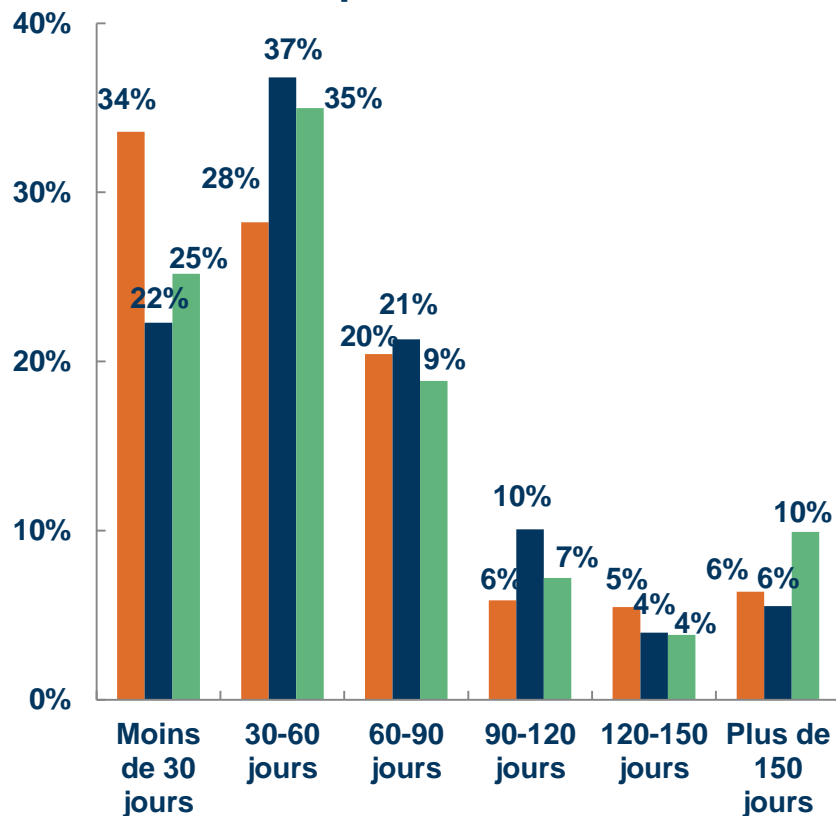
Pays émergents : dette des entreprises (en % du PIB)  
et poids de l'endettement en dollar



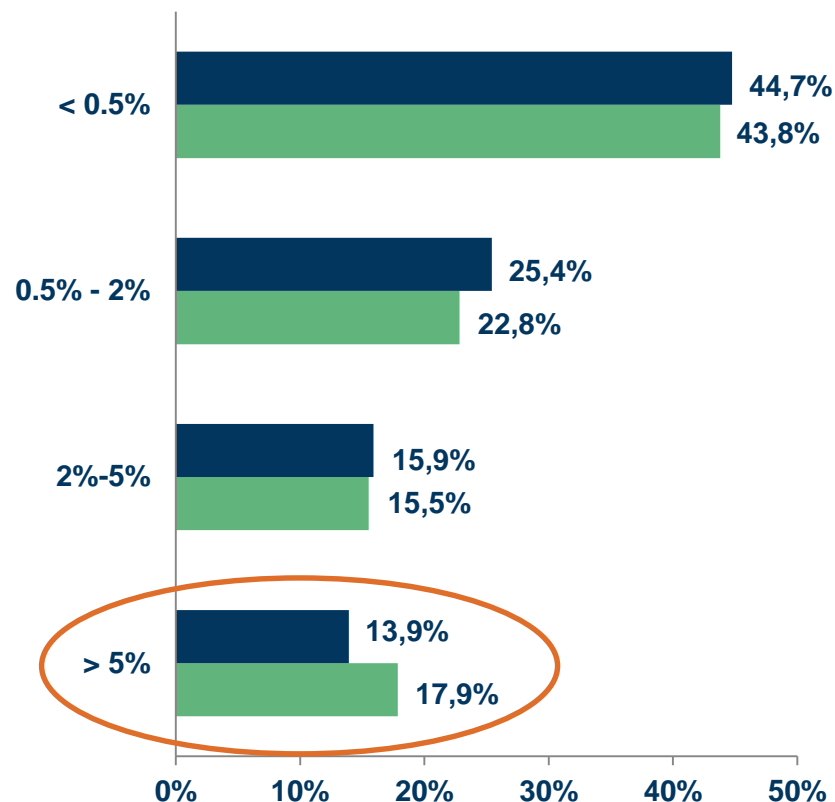
Sources : BRI, Coface

# Chine : des retards de paiement des entreprises de plus en plus longs

## Durée moyenne des retards de paiement



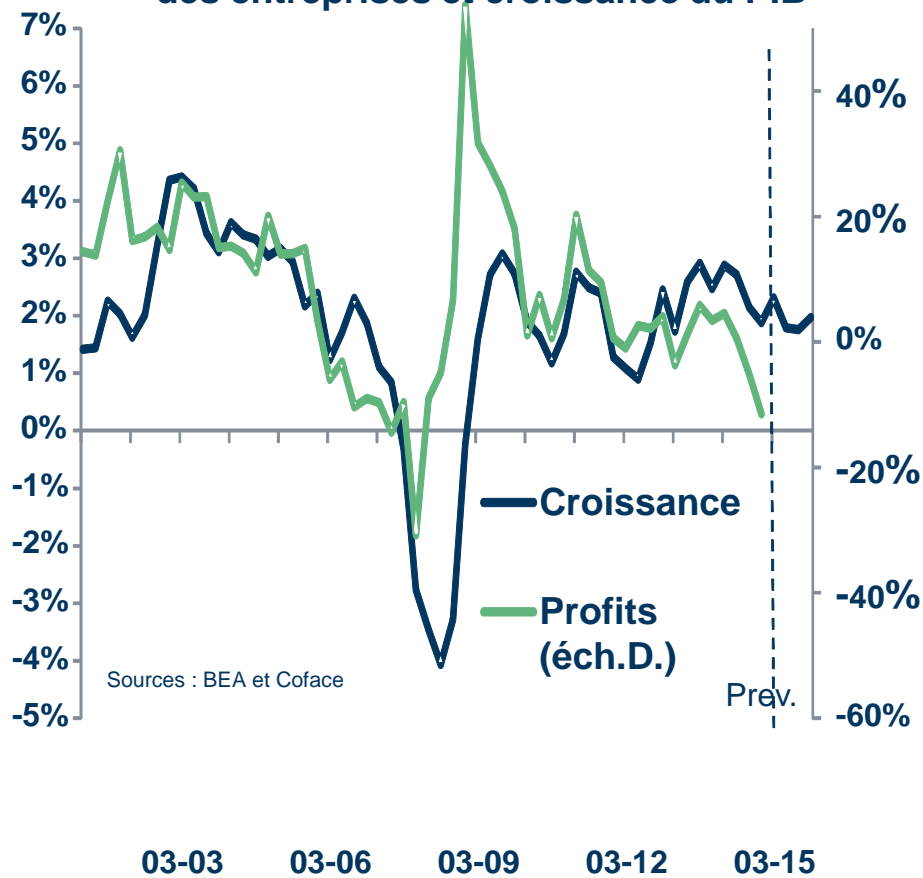
## Part des retards de paiement supérieurs à 180 jours dans le CA des entreprises



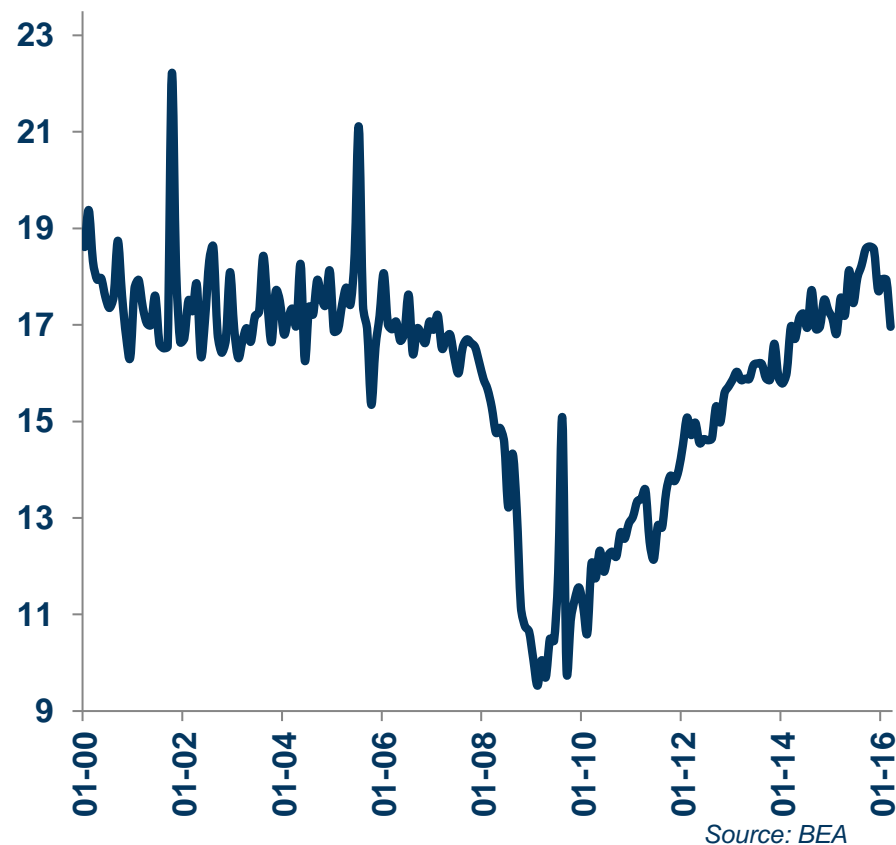
Source : Coface

# Etats-Unis : le risque entreprise augmente

Etats-Unis : croissance nominale des profits des entreprises et croissance du PIB

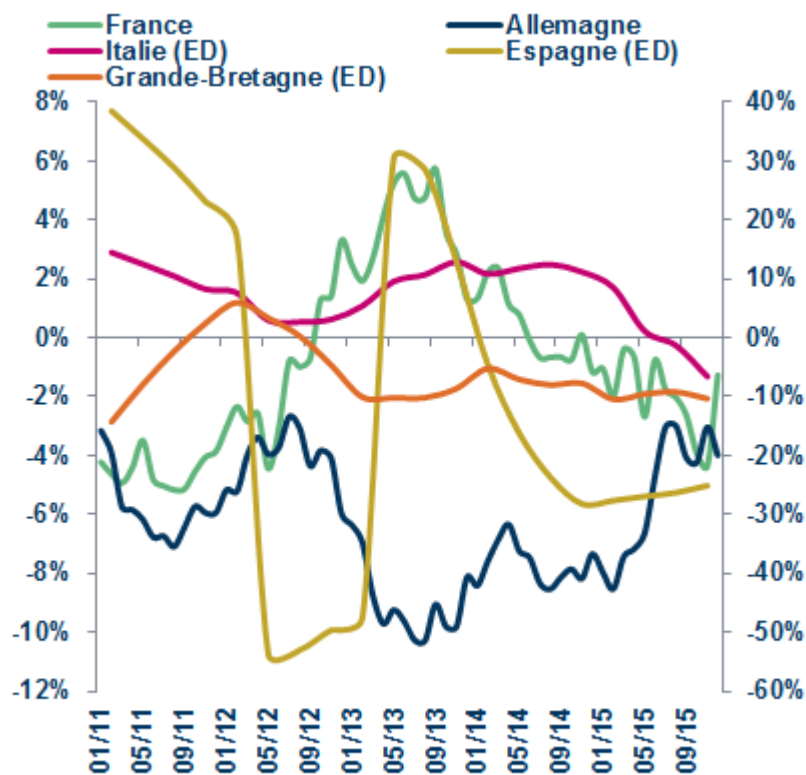


Etats-Unis : ventes de véhicules neufs (millions par an)



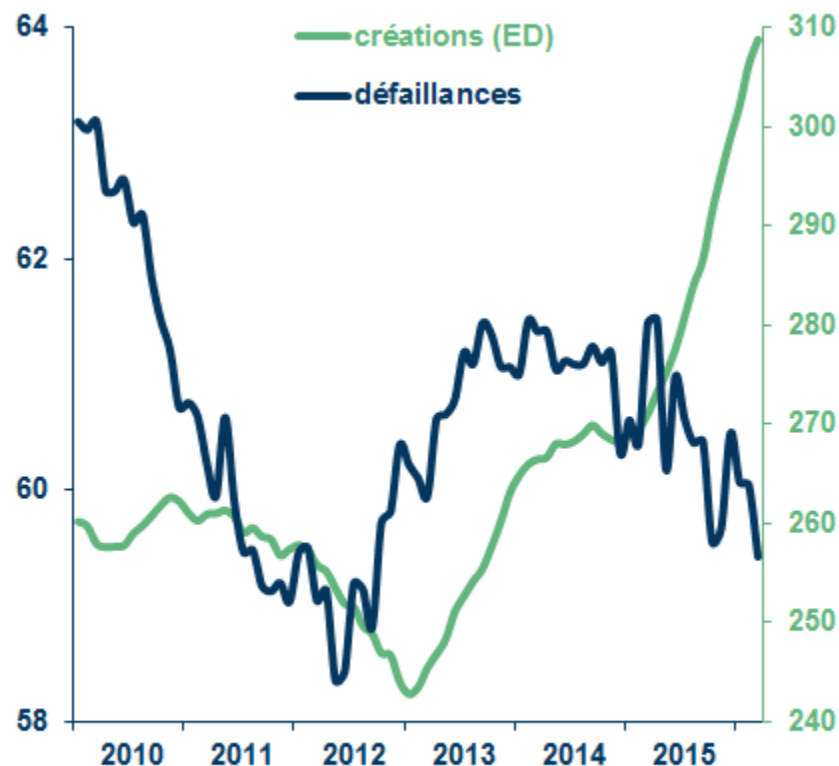
# Europe : les entreprises profitent de la reprise

## Evolution des défaillances d'entreprises en Europe

































































































Sources : données nationales

## France : créations et défaillances d'entreprises (sur un an, milliers, hors auto-entrepreneurs)



Sources : Ellipse, Coface, Insee

# Des dynamiques sectorielles contrastées

EVALUATIONS COFACE DU RISQUE SECTORIEL						
Secteurs	Europe de l'Ouest*	Asie émergente	Amérique du Nord	Amérique latine	Europe centrale	Moyen-Orient + Turquie
Agroalimentaire						
Automobile	  		  			
Chimie					  	
Construction						
Distribution		  				
Énergie			  			
Métallurgie				  		  
Papier-bois						
Pharmacie	  			  		
Textile-habillement	  					
TIC**		  				
Transport						

Source : Coface

\* Union européenne à 15

\*\* Technologie de l'information et de la communication







## 4. Résultats financiers

---

***Xavier Durand***

Directeur général

***Carine Pichon***

Directeur finance et risques



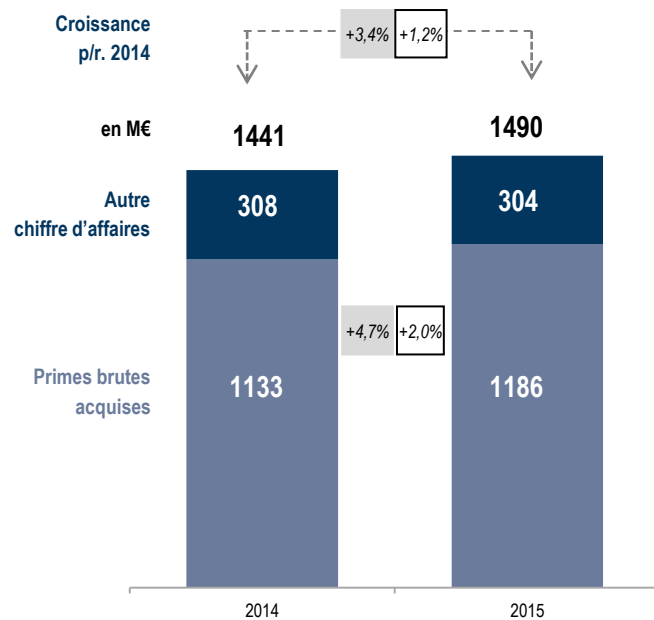
**1**

**Résultats 2015**

# Résultats en 2015 : points clés

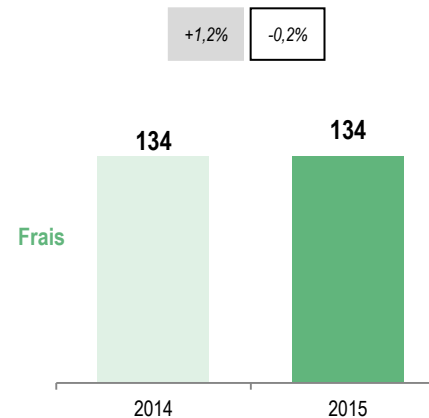
- Résultat net de 126 M € (part du groupe)
- Croissance du chiffre d'affaires : +3,4% à périmètre et change courants  
(+1,2% à périmètre et change constants)
- Ratio de sinistralité net de réassurance stabilisé sur les six derniers mois
- Ratio combiné net de 83,1%
- Résultat net par action de 0,80 € stable, taux de distribution\* de 60% du résultat net

# Chiffre d'affaires en hausse par rapport à 2014



## Services liés

Services liés / Primes brutes acquises

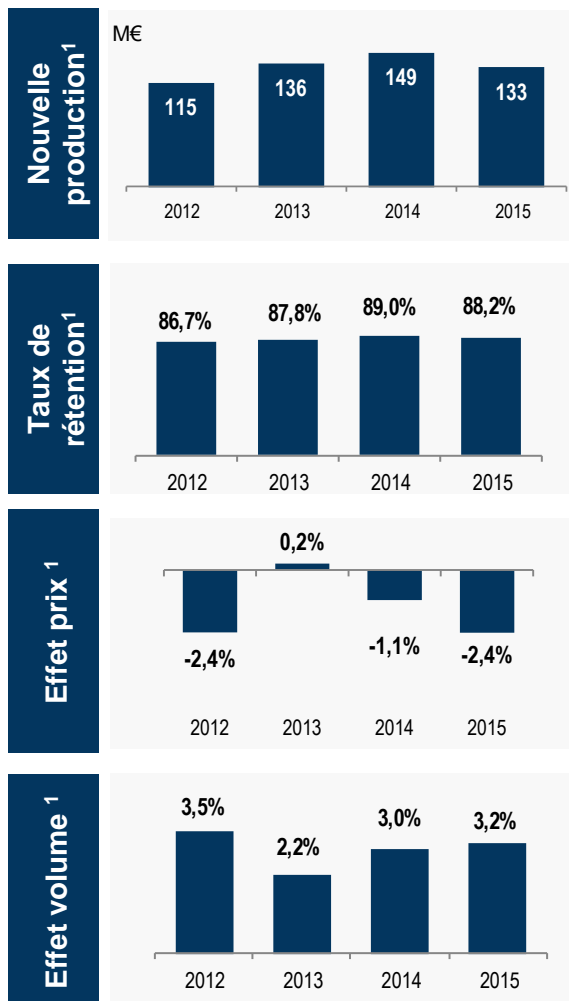


Frais / Primes brutes acquises (hors FX)

11,8%

11,6%

# Performance commerciale



- Nouvelle production des contrats en retrait



- Bonne rétention client



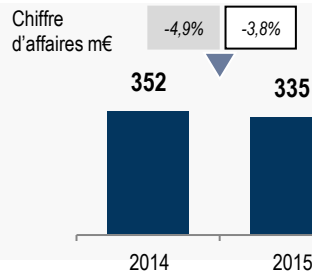
- Forte pression sur les prix en particulier en Europe



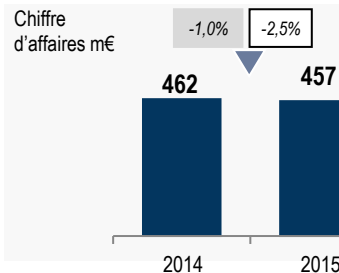
- Evolution de l'activité en ligne avec le rythme de la croissance mondiale

# Croissance soutenue par les pays émergents

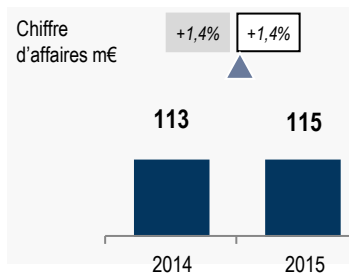
## Europe du Nord



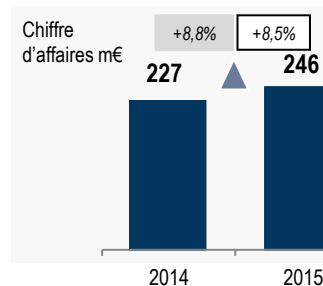
## Europe de l'Ouest



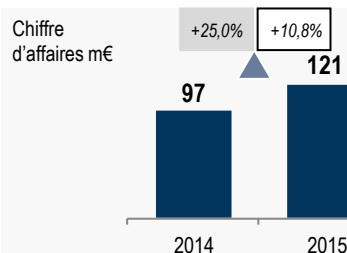
## Europe centrale



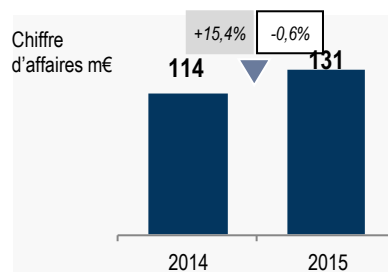
## Méditerranée et Afrique



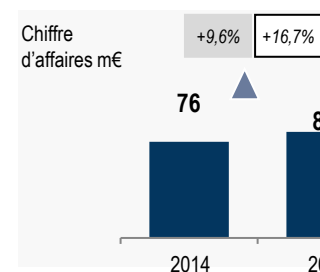
## Asie Pacifique



## Amérique du Nord



## Amérique latine

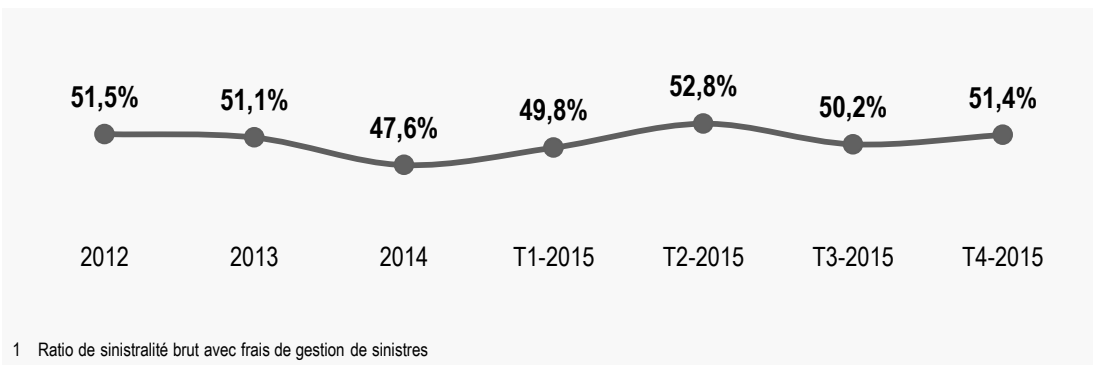


Croissance atone et pression sur les prix dans les marchés matures

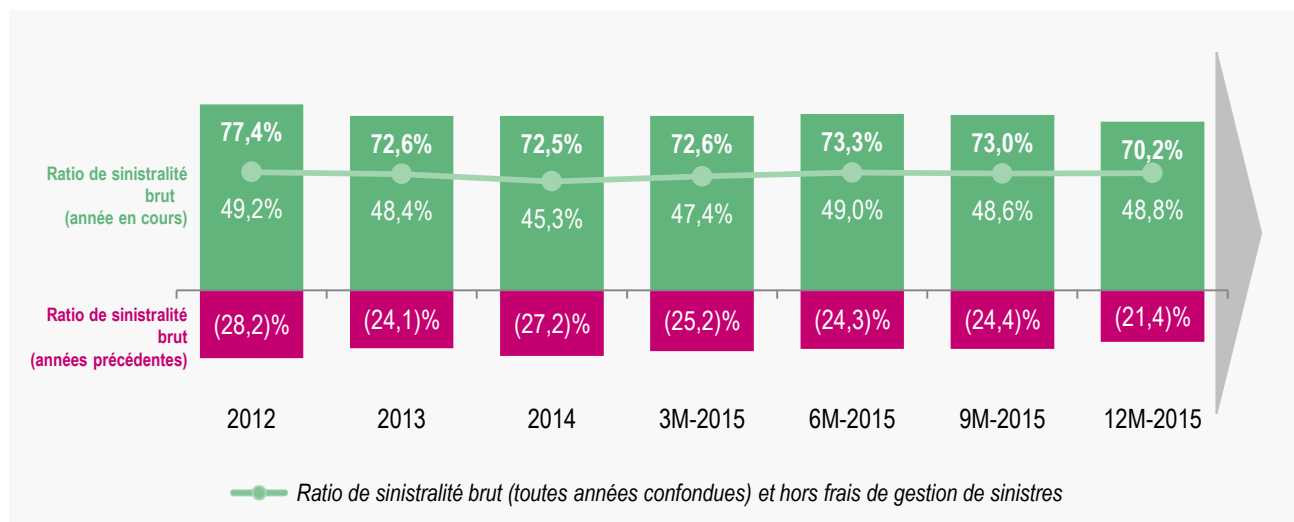
- Marchés émergents encore dynamiques, malgré la dégradation de l'environnement
- Réorganisation du réseau d'agents aux Etats-Unis

# Une dégradation de la sinistralité en cours d'année...

## Evolution du ratio de sinistralité brut<sup>1</sup>

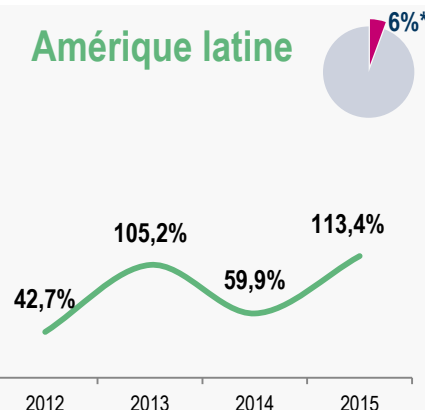
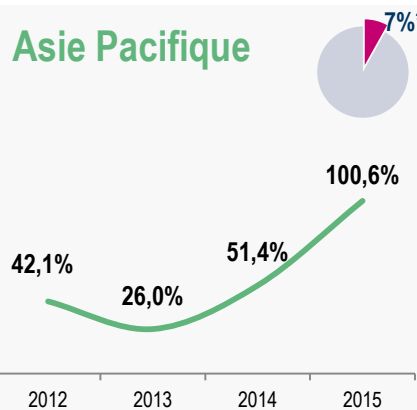
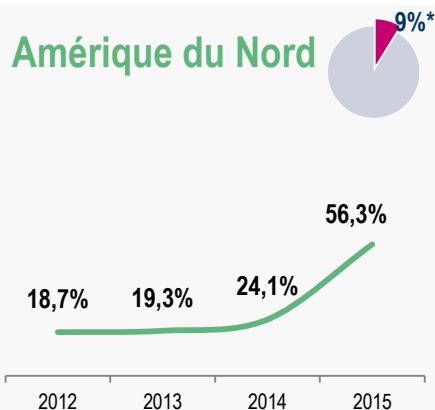
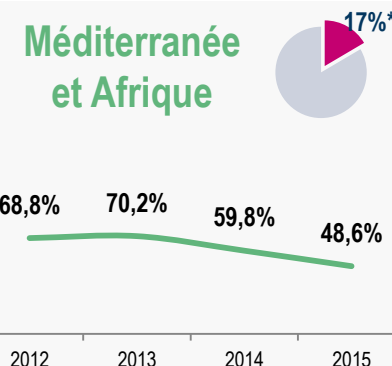
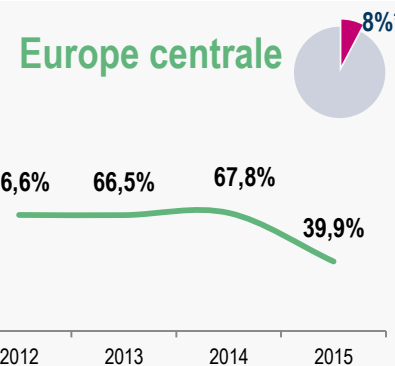
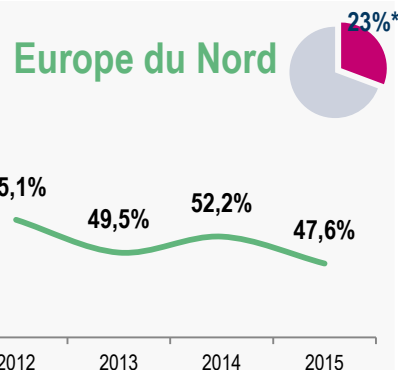
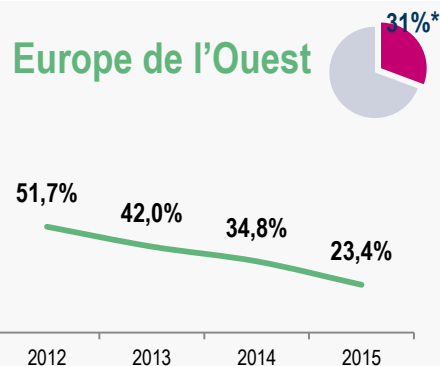


## Evolution du ratio de sinistralité brut<sup>2</sup> sur la période 2012-2015



- Ratio de sinistralité à fin 2015 stable par rapport à fin septembre 2015.

# ... révélant des dynamiques régionales<sup>1</sup> polarisées

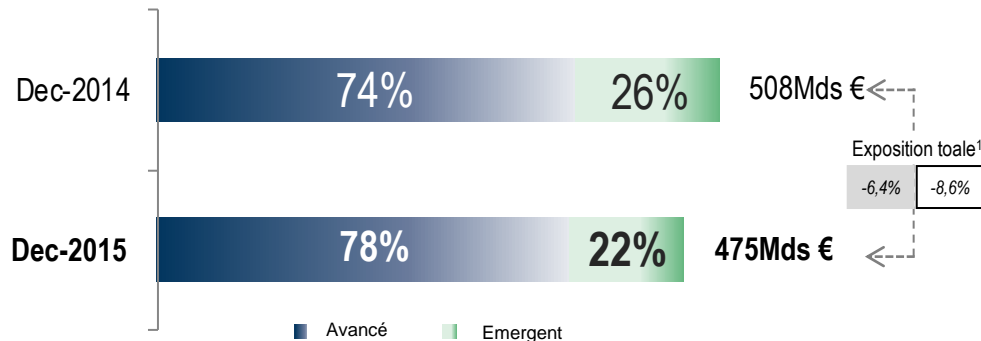




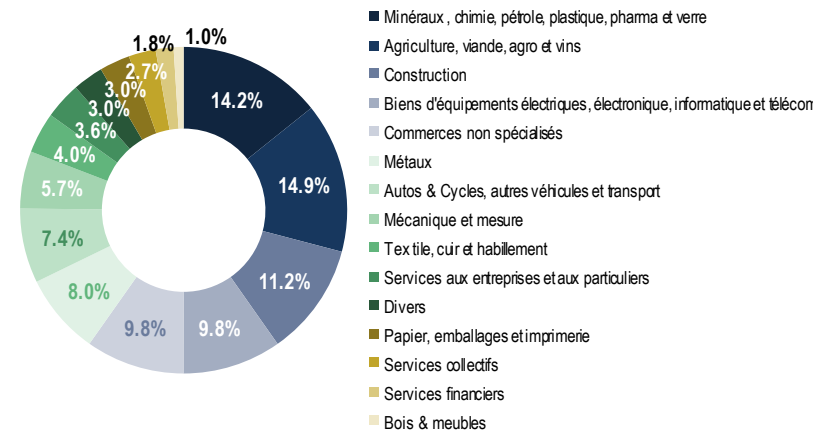
# Exposition aux risques réduite grâce aux plans d'actions sur les risques menés en 2015

Diminution de l'exposition totale<sup>1</sup> de 6,4% dont 85% dans les marchés émergents

Evolution de l'exposition totale<sup>1</sup> par pays de débiteurs (émergents vs. avancés)

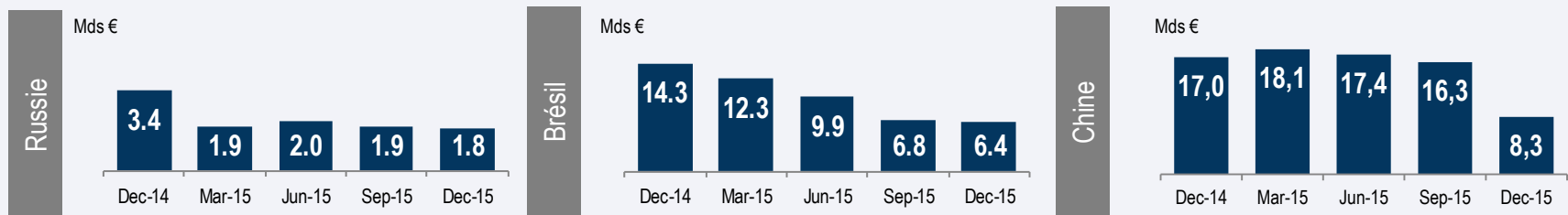


Exposition total<sup>1</sup> du Groupe (par débiteur) à fin décembre 2015



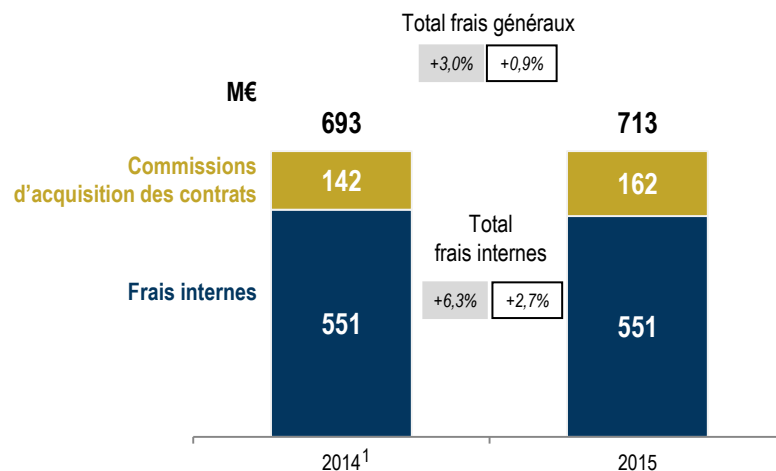
## Actions de surveillance du risque pour réduire le ratio de sinistralité

Evolution de l'encours<sup>1-2</sup> en Russie, au Brésil, et en Chine



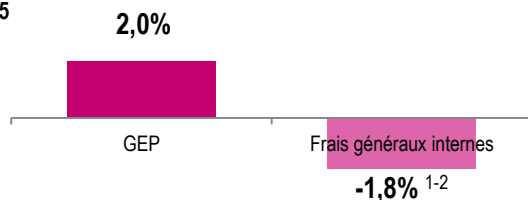
# Les coûts demeurent sous contrôle

Croissance plus importante du chiffre d'affaires dans les régions où la commercialisation des polices est majoritairement intermédiée conduit à une hausse de commissions



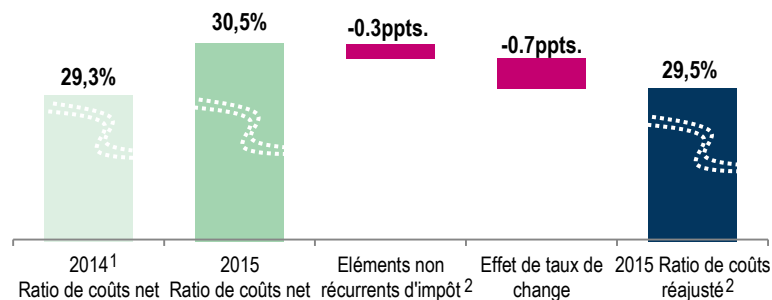
## Rythme de croissance des frais internes inférieure aux primes

2014<sup>1</sup> p/r 2015



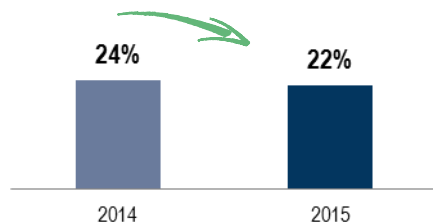
V% V% ex. FX

## Ratio de coûts net réajusté

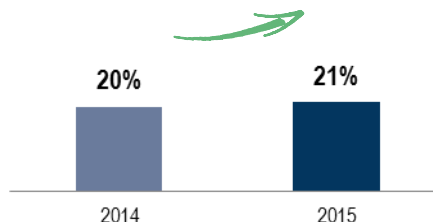


# Impact de la réassurance

## Primes cédées / Primes brutes acquises



## Sinistres cédés / Total sinistres

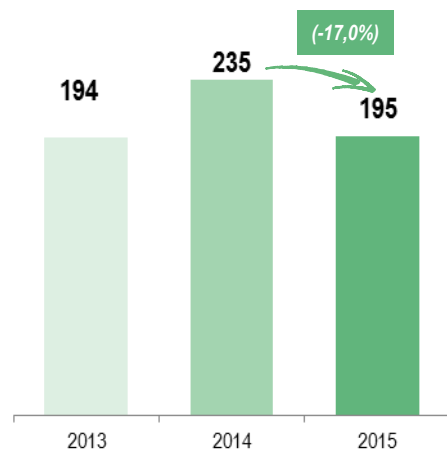


## Impact de la réassurance

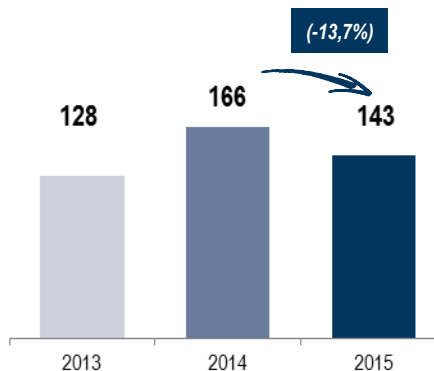


## Revenus de souscriptions avant et après réassurance

### Avant réassurance

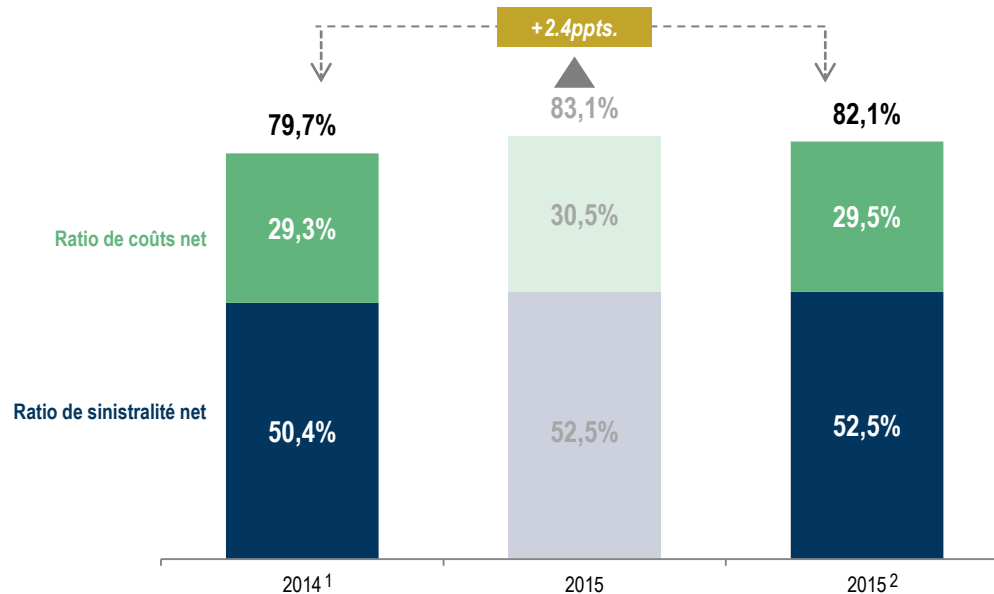


### Après réassurance



L'amélioration des conditions de réassurance permet de garder une part croissante des revenus de souscription tout en augmentant le niveau de couverture du Groupe.

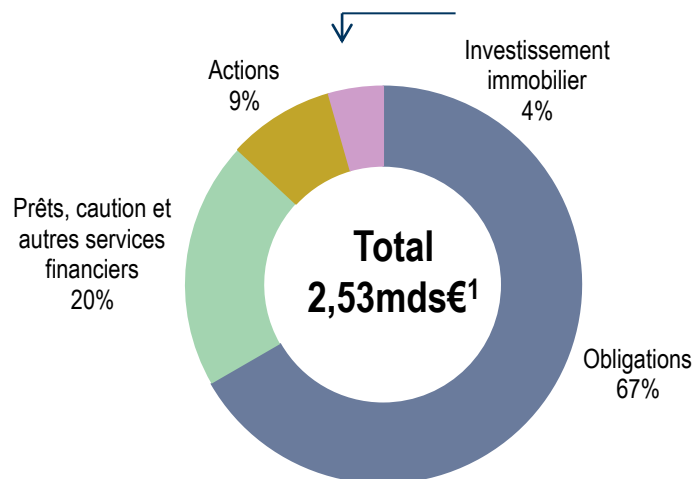
# Ratio combiné net impacté par la dégradation de l'environnement macroéconomique en cours d'année



Hausse de +1,2 pt. du ratio de coûts:  
+2,2 pts. de hausse en commissions  
-1,0 pt. baisse des frais internes

# La stratégie d'investissement est prudente mais proactive

## Diversification progressive du portefeuille<sup>1</sup>



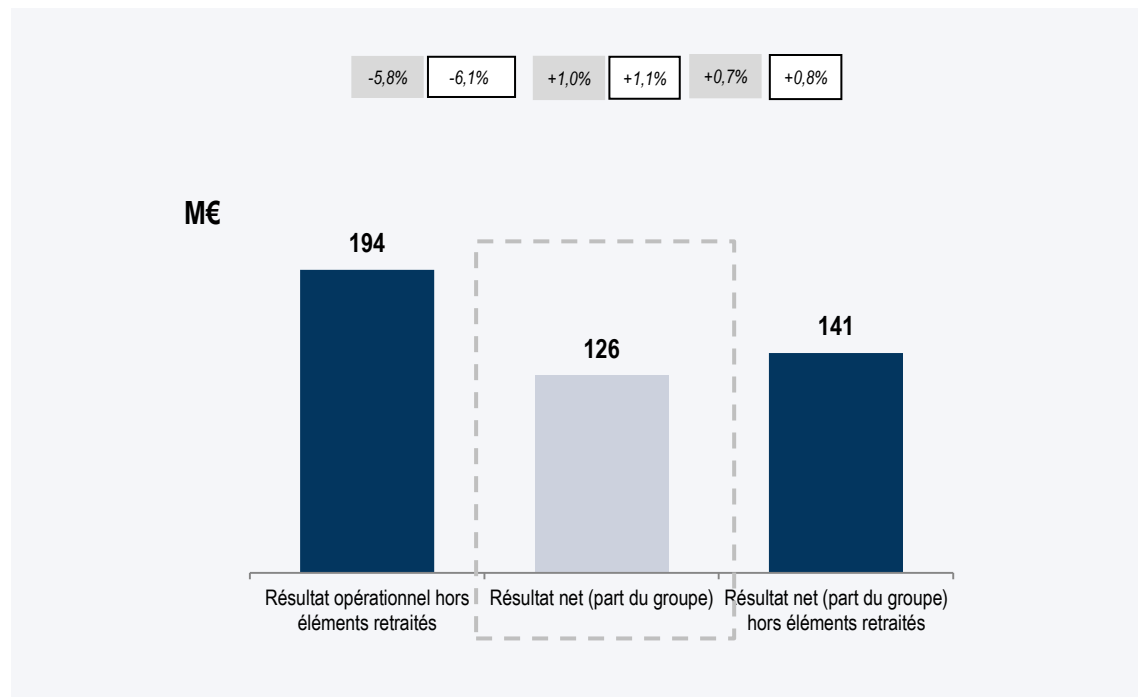
Compte tenu de l'augmentation de la volatilité des marchés, des actions visant à réduire les risques de portefeuille sont prises

€m	2014	2015
Revenus du portefeuille de placements <sup>2</sup>	44,5	49,9
<i>dont gains sur les ventes</i>	8,4	4,5
Coûts de gestion des placements	(2,9)	(2,7)
Autre	0,2	5,9
Revenu de placement net	41,8	53,1
<b>Rendement comptable moyen du portefeuille de placement</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Rendement économique moyen du portefeuille de placement (not audited)</b>	<b>3,2%</b>	<b>1,4%</b>

<sup>1</sup> Exclut les placements dans les filiales non consolidées

<sup>2</sup> Exclut les placements dans les filiales non consolidées, les coûts de gestion de placements et les taux de change

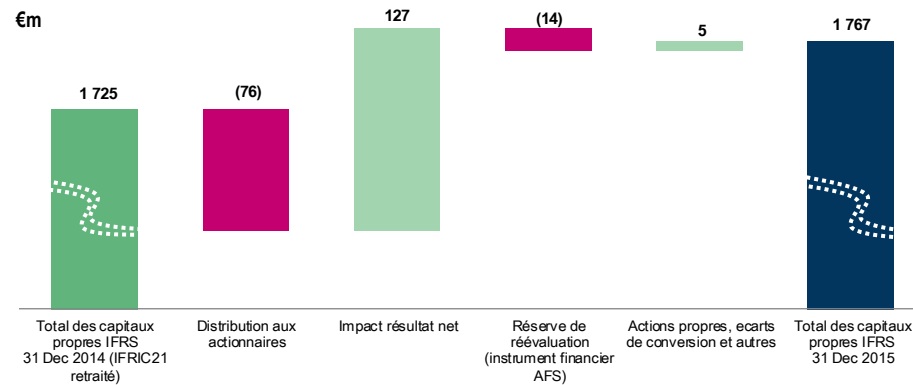
# Résultat opérationnel et résultat net (part du groupe)



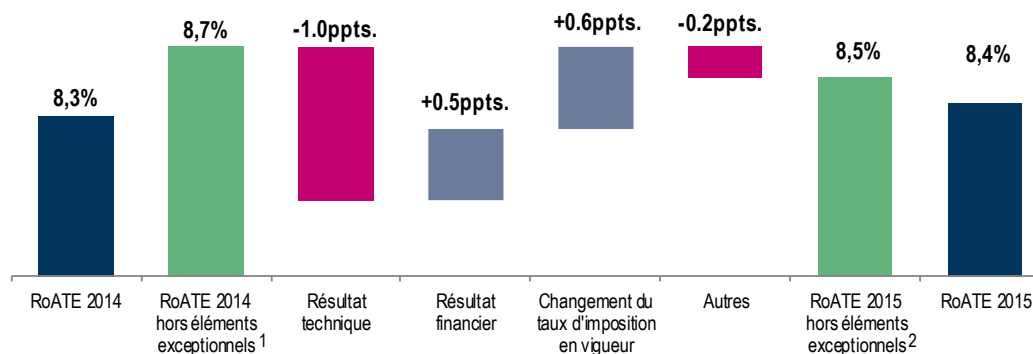
Résultat net stable (part du groupe) de 126 millions d'euros, malgré un environnement plus volatile et risqué

# Capitaux propres

## Variation des capitaux propres

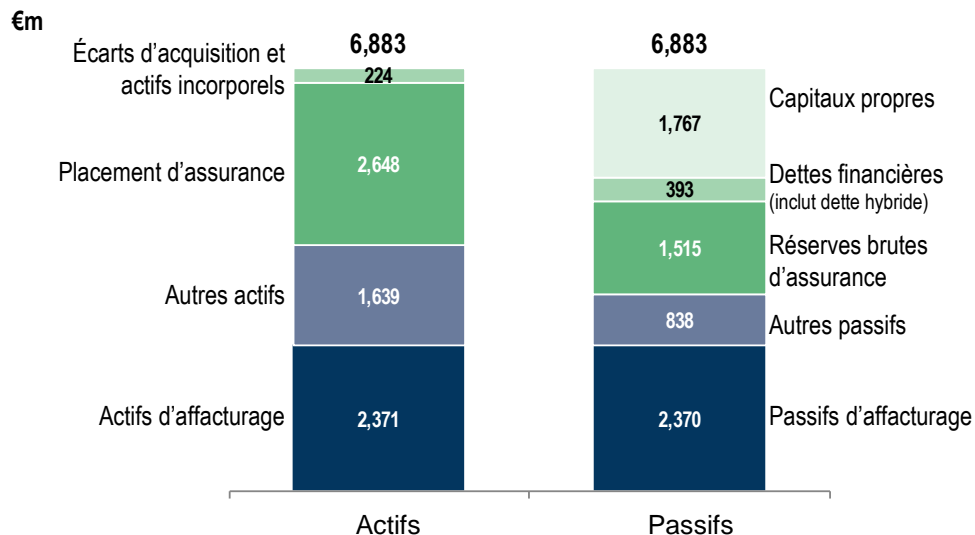


## Rendement des capitaux propres (RoATE)

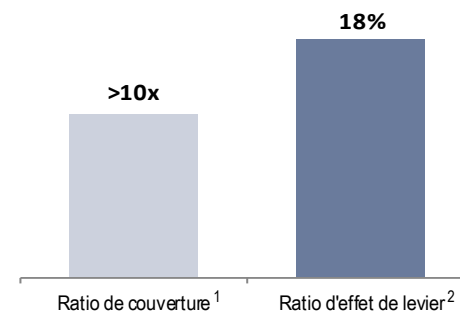


Note: Rendement de capitaux propres (RoATE) correspond :  
 résultat net (part du groupe) hors éléments retraités sur la base du taux d'imposition de l'année (N) / moyenne des capitaux propres comptables retraités des éléments intangibles, de l'écart d'acquisition et réajusté pour les éléments non récurrents (N,N-1)

## Bilan simplifié 2015



## Structure du capital 2015



1 Taux de couverture: (revenu d'exploitation (192 M€) / Charges financières (18,5 M€))

2 Ratio de levier: financement passifs (393 M€) incluant dette hybride (375 M€) / (valeur comptable 1,767 M€ + endettement financier 393 M€)

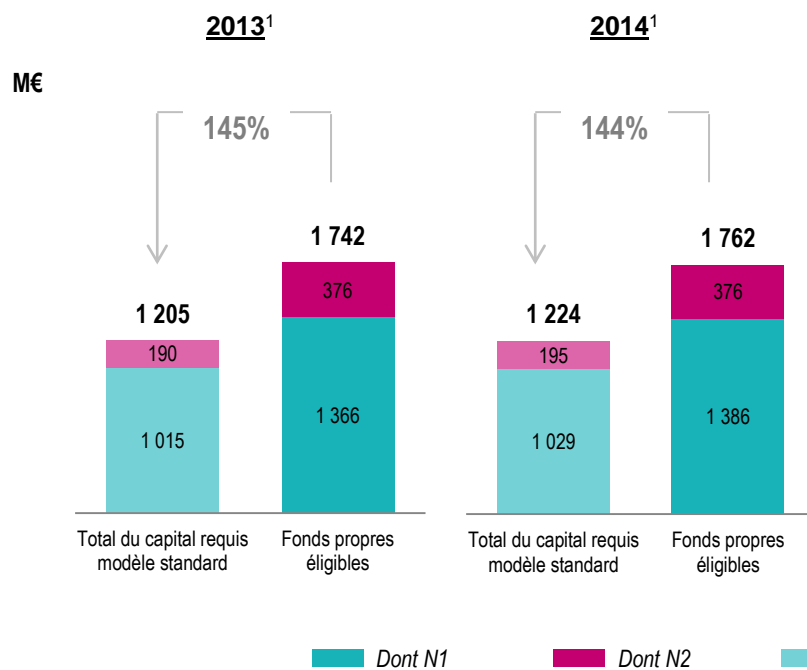
## Solidité financière

- ✓ **Solidité financière confirmée :**
- **Fitch:** **AA- avec perspective stable**  
17 septembre 2015
  - **Moody's:** **A2- avec perspective stable**  
13 octobre 2015

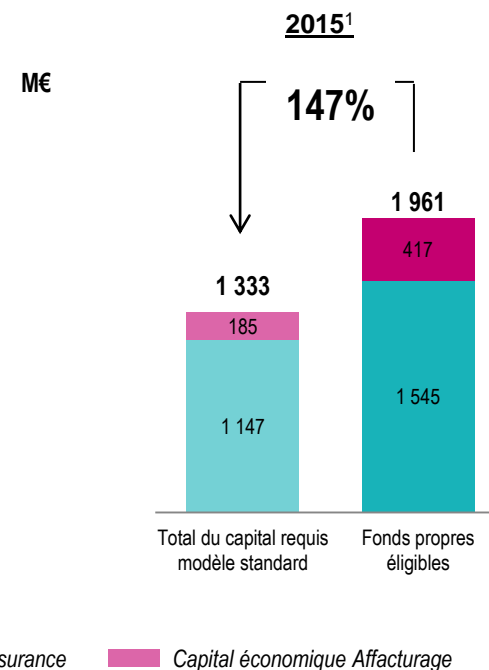


# Coface se prépare à l'évolution du cadre réglementaire

## De l'adéquation du capital économique...



## ...au ratio de Solvabilité II (formule standard)



Note: Interpretation Coface, de Solvabilité II. Calcul préliminaire, et sujet à l'approbation du régulateur Français (ACPR) afin d'être utilisé pour Solvabilité II

1 Pro-forma



**2**

**Résultats T1-2016**

# Résultats du premier trimestre 2016 : points clés

- **Résultat net de 22M € (part du groupe), 27M€ hors éléments non récurrents<sup>1</sup>**
- **Chiffre d'affaires : 365M€ soit -6,3% (-3,8% en base comparable<sup>2</sup>) par rapport à un bon T1 2015, stable par rapport au T4 2015**  
**Performance des ventes constatée selon les régions :**
  - Croissance toujours atone dans les marchés matures, en Europe en particulier
  - Activité impactée par les mesures de réduction des risques dans les marchés émergents
- **Ratio combiné net de 87,0% (84,3% hors éléments non récurrents<sup>1</sup>)**  
Ratio combiné net publié s'établit à 87,0%, +9,4 pts par rapport à T1 2015, stable par rapport à Q4 2015
  - **Ratio de sinistralité net de 55,0%**, impacté par :
    - Une augmentation de sinistres en Asie et dans le secteur des matières premières
    - Deux sinistres en Amérique du Nord
  - **Ratio de coûts net de 29,3% (hors -2,7pts d'éléments non récurrents<sup>1</sup>)**, grâce à une forte discipline sur les coûts

# Premier trimestre 2016 : points clés

## Opérations

- Amélioration continue des expositions aux risques à travers des initiatives de gestion du portefeuille plus granulaires
- Modification de la composition des régions européennes de *reporting* afin d'augmenter le chiffre d'affaires et l'efficacité
  - L'Espagne et le Portugal ont été rattachés à la Méditerranée et Afrique (auparavant Europe de l'Ouest)
  - La Russie a été rattachée à l'Europe centrale (auparavant Europe du Nord)

## Transfert des garanties publiques

- **Accord de transfert signé avec Bpifrance le 18 avril 2016**
  - Le transfert entrera en vigueur avant la fin de l'année 2016, à une date qui sera confirmée par décret
  - Coface continuera à être rémunéré et à gérer l'activité jusqu'au transfert effectif

- **La plus-value exceptionnelle de 73,4M€ avant impôt<sup>1</sup> sera comptabilisée à la date effective du transfert**

## Stratégie

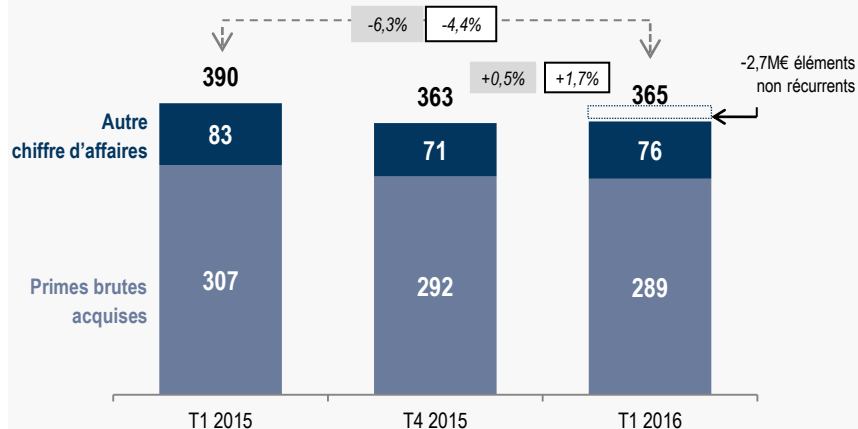
- **La revue complète des coûts est en progrès, les conclusions seront intégrées dans le plan stratégique qui sera dévoilé à la Journée des investisseurs à Londres, le 22 septembre 2016**

# Trimestre difficile avec -3,8%<sup>1</sup> de CA vs. T1-2015

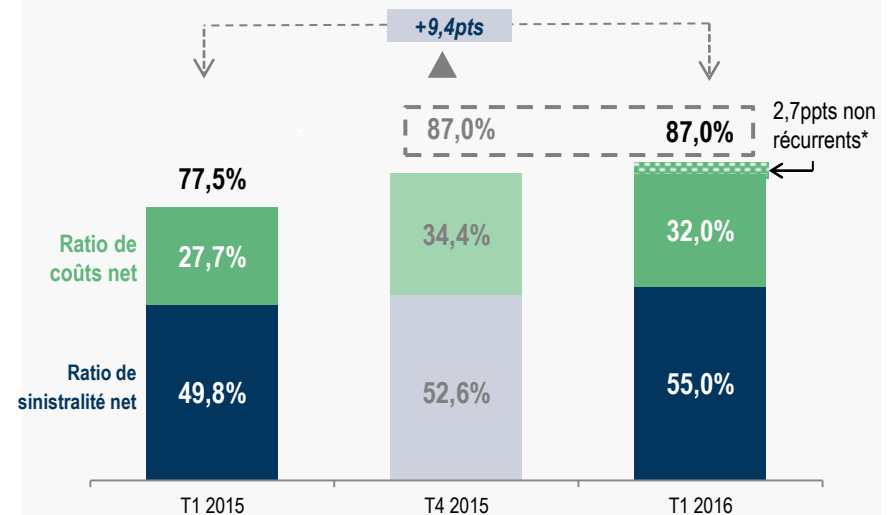
## Ratio combiné net stable vs. Q4-2015

### Chiffre d'affaires (M€)

- Chiffre d'affaires impacté par une croissance atone dans les marchés matures, en Europe en particulier
- Dans les marchés émergents, la volatilité et les mesures prises sur le portefeuille ont pesé sur la croissance
- Rectification non récurrente de 2,7M€ liée à la rémunération des garanties publiques 2015



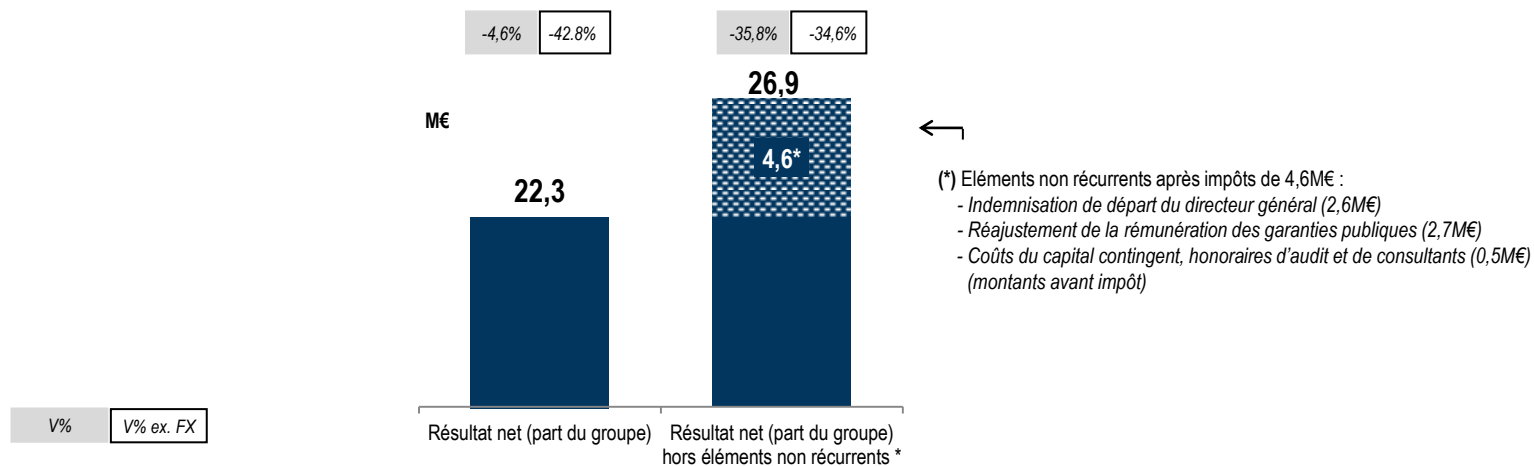
### Ratio combiné net (%)



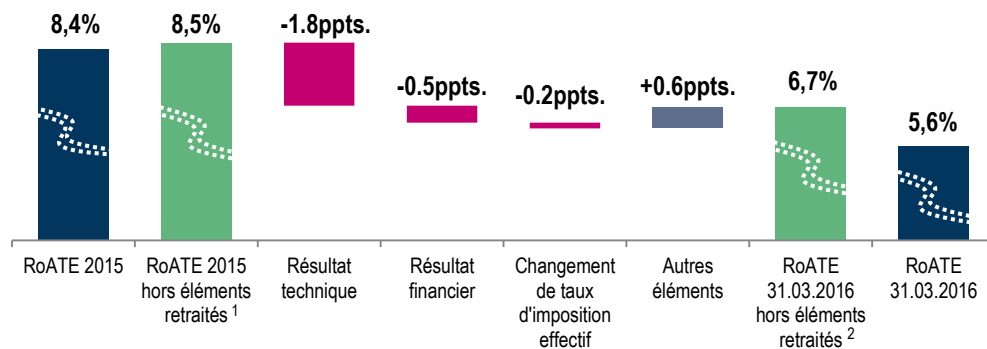
\* T1 2016 ratio de coût retraités des éléments non récurrents: indemnisation de départ du directeur général (2,6M€) + Réajustement de la rémunération des garanties publiques au titre de 2015 (2,7M€) + autres éléments (0,5M€). Les autres éléments incluent des frais liés à la mise en place de la ligne de capital contingent et les honoraires d'audit et de consultants. Éléments non récurrents après impôt : 4,6M€

# Résultat net & RoATE

## T1-2016 résultat net (part du groupe)



## Rendement de capitaux propres (RoATE)



Note: Rendement de capitaux propres (RoATE) correspond :  
 résultat net (part du groupe) hors éléments retraités sur la base du taux d'imposition de l'année (N) / moyenne des capitaux propres comptables  
 retraités des éléments intangibles, de l'écart d'acquisition et réajusté pour les éléments non récurrents (N,N-1)



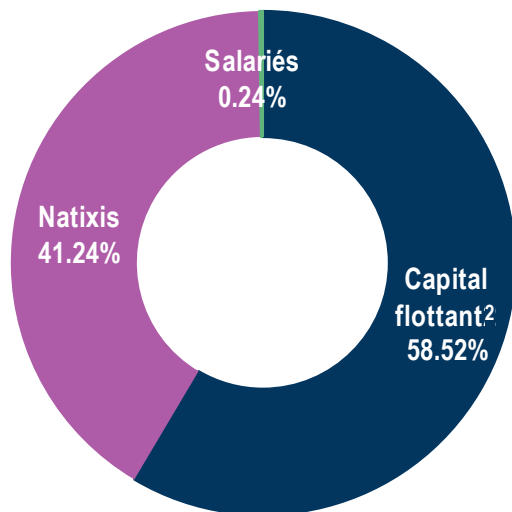
**3**

**Performance de l'action**

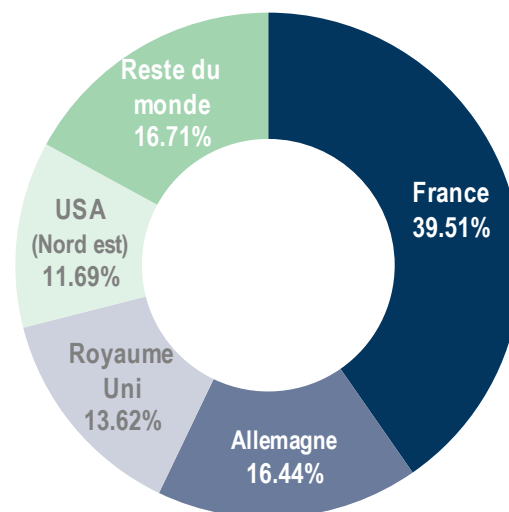
# Structure de l'actionnariat<sup>1</sup> et profil boursier

- Top 10 des investisseurs institutionnel (hors Natixis) concentrent ~**31%** du capital de Coface
- Diversification toujours croissante en **Allemagne** ( +65,5%), au **Royaume-Uni** (+44,9%) et aux **Etats-Unis** (+11,4%)

Structure de l'actionnariat<sup>1</sup>



Distribution géographique



Sources: Information publique fournie par Nasdaq et Caceis (actionnaires au nominatif) – Mai 2016

<sup>1</sup> Nombre total d'actions au 31 mars 2016 : 157,248,232

<sup>2</sup> Dont 222,306 actions du contrat de liquidité (0.14%) et 235,220 actions auto-détenues (0.15%)

## Négociation

- Euronext Paris (marché réglementé) – Compartiment A; éligible au SRD

## Ticker / ISIN

- “COFA” / FR0010667147

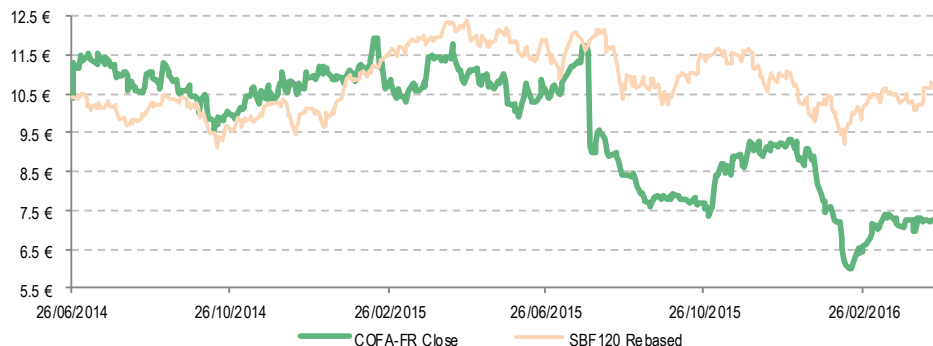
## Indices boursiers

- CAC-Small, CAC All tradable, CAC Financials, Next 150, MSCI Global & Small Cap.

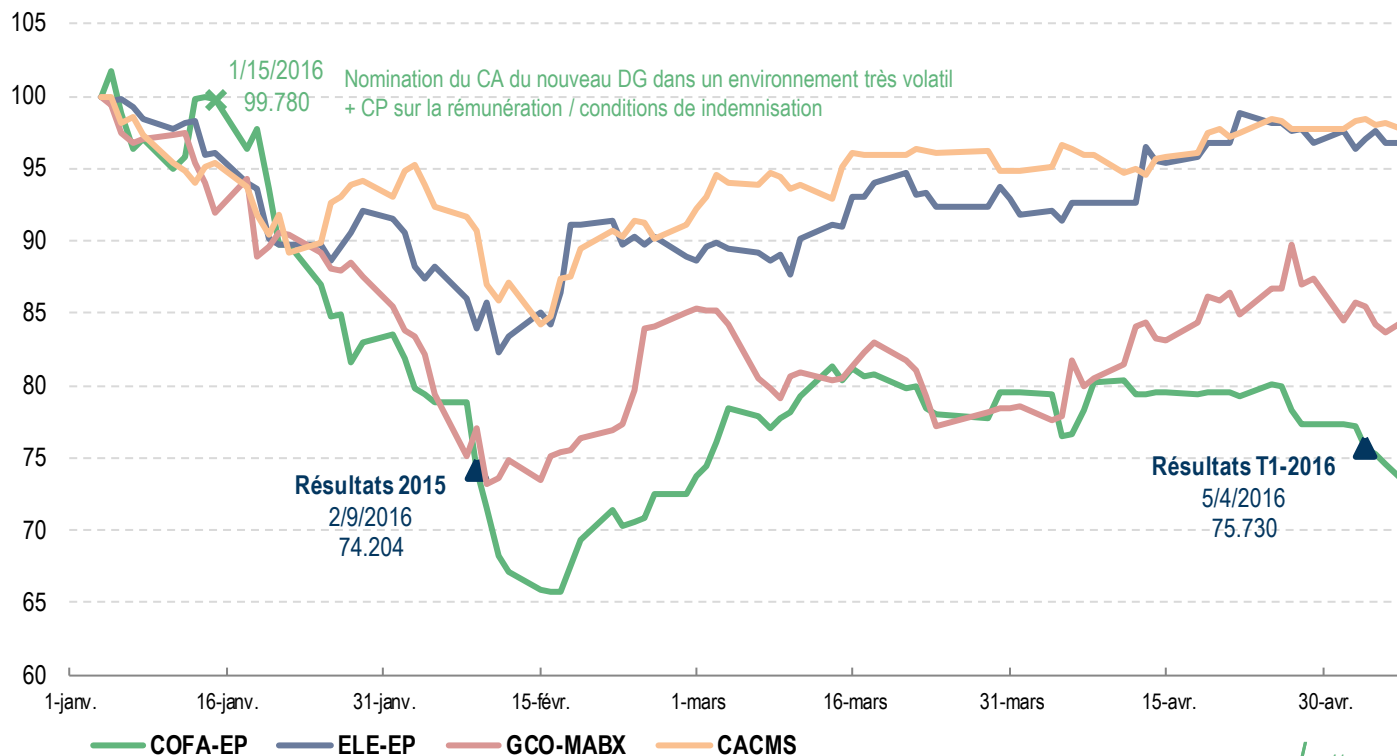


# Sous-performance de l'action en T1-2016

Cours de bourse (Rebasé-100)



- Sous-performance de l'action en raison de :
  - un environnement macroéconomique contrasté ;
  - résultats financiers des concurrents supérieurs à celui de Coface au T1-2016 ;
  - annonce du transfert de l'activité de garanties publiques.





## 5. Rapport des commissaires aux comptes

---

*Francine Morelli ( KPMG SA)*

*Damien Leurent ( Deloitte)*



## 6. Point sur la gouvernance de COFACE SA et activité du conseil d'administration et des comités spécialisés

---

*Laurent Mignon*

Président du conseil d'administration

# La gouvernance de COFACE en 2015



Le référentiel de la gouvernance COFACE : le code Afep-Medef

# Composition du Conseil d'administration au 19 mai 2016

**LAURENT MIGNON**, président du conseil d'administration

- **BPCE**, représentée par **MARGUERITE BERARD-ANDRIEU**, directeur général – Finances, stratégie, affaires juridiques, secrétariat général - Membre du directoire -
- **JEAN ARONDEL**, président du conseil d'orientation et de surveillance, Caisse d'Epargne Loire-Centre –
- **JEAN-PAUL DUMORTIER**, président du conseil d'administration, Banque Populaire Rives de Paris –
- **ERIC HEMAR**, président-directeur général d'ID Logistics –
- **LINDA JACKSON**, directeur général de Automobiles Citroën –
- **SHARON MACBEATH**, directeur des ressources humaines de Rexel –
- **PASCAL MARCHETTI**, directeur général, Banque Populaire des Alpes –
- **MARTINE ODILLARD**, présidente des Cinémas Gaumont Pathé –
- **LAURENT ROUBIN**, directeur général en charge du pôle banque commerciale et assurance - membre du directoire de BPCE-
- **OLIVIER ZARROUATI**, président du directoire de Zodiac Aerospace –

**11 administrateurs  
dont 5 indépendants**

# Activité du conseil d'administration en 2015

## Missions

**Déterminer les orientations de l'activité de la société et veiller à leur mise en œuvre**

## Fonctionnement

**Réunions**  
5 séances de travail en 2015

**Taux d'assiduité moyen**  
80,77%

## Principaux travaux en 2015

**Examen et arrêté des comptes**  
**Approbation du plan d'audit**  
**Approbation du plan d'entreprise RSE**  
**Mise en œuvre de Solvabilité II**  
**Approbation des principales politiques de risques**  
**Autoévaluation des travaux du conseil d'administration**  
**Examen de la qualification de membre indépendant des administrateurs**  
**Rémunération du directeur général**  
**Plan de Long Term Incentive « LTIP 2015 »**  
**Transfert des garanties publiques**

# Activité du comité d'audit en 2015

## Missions

**Suivi du processus d'élaboration  
de l'information financière**

**Suivi de l'efficacité des systèmes  
de contrôle et d'audit interne**

**Suivi du contrôle légal des  
comptes sociaux et consolidés  
par les commissaires aux  
comptes**

**Suivi de l'indépendance des  
commissaires aux comptes**

## Fonctionnement

### Composition

3 membres, dont deux  
administrateurs indépendants

Présidé par Eric Hémar

### Réunions

4 séances de travail en 2015

## Principaux travaux en 2015

**Examen des comptes**

**Examen et approbation  
de la politique  
et du plan d'audit**

**Examen de la politique  
d'investissement**

**Suivi de la préparation à la mise  
en œuvre de Solvabilité 2**

# Activité du comité des nominations et rémunérations en 2015

## Missions

- **Modalités de rémunération des mandataires sociaux**
  - **Nominations des mandataires sociaux**
- **Etablissement et gestion d'un plan de succession des principaux dirigeants de la Société**

## Fonctionnement

### Composition

3 membres, dont deux administrateurs indépendants

Présidé par Olivier Zarrouati

### Réunions

3 séances de travail en 2015

## Principaux travaux en 2015

**Examen des éléments de rémunération du directeur général**

**Recherche et recrutement d'un nouveau directeur général pour la société**

**Examen des éléments d'un *Long Term Incentive Plan* mis en place au profit du directeur général et de certains salariés**

**Examen du processus mis en place pour identifier les hauts potentiels et permettre l'élaboration des plans de succession pour les fonctions clés du Groupe**



# Autoévaluation des travaux du conseil d'administration et des comités spécialisés

## Methodologie

- **Evaluation par COFACE SA des travaux de son conseil d'administration et de ses comités spécialisés, conformément aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF, sur :**

- l'organisation et la composition du conseil ;
- l'adéquation des ordres du jour ;
- la relation des administrateurs avec la direction générale ;
- l'évaluation des travaux des comités spécialisés.

- **Performance du conseil jugée très bonne ou satisfaisante par l'ensemble des administrateurs, notamment sur :**

- l'organisation et la composition du conseil ;
- la qualité des relations avec le président du conseil et la direction générale ;
- le fonctionnement du conseil (assiduité des administrateurs, qualité des présentations, qualité des réponses reçues aux questions posées).

- **Principales pistes d'amélioration retenues pour 2016 :**

- amélioration des délais de transmission des documents ;
- approfondissement des informations données par zones géographiques et/ou par pays en fonction des évolutions économiques ;
- fourniture d'information plus détaillées sur la stratégie à moyen terme de l'entreprise, la politique de ressources humaines, l'analyse des risques inhérents à l'activité de l'entreprise.

- **S'agissant du comité d'audit, plus de temps sera consacré aux aspects relatifs à la gestion des risques, au contrôle interne et au suivi de recommandations d'audit. Afin de garantir du mieux possible l'autonomie des débats, le dirigeant de l'entreprise n'assistera plus à ce comité.**

## Bilan



## 7. Rémunération des mandataires sociaux

---

*Olivier Zarrouati*

Président du comité des nominations et des rémunérations

# Absence de rémunération du président du conseil d'administration

- Rémunération fixe 2015 : 0 €
- Rémunération variable 2015 : 0 €
- Pas d'actions de performance
- Pas d'indemnité de cessation de fonction
- Pas de jetons de présence

# Rémunération du directeur général

## Exercice 2015 (1/3)

### Rappels sur le statut de Jean-Marc Pillu

- **Mandataire social de COFACE SA**
- **Détails du statut :**
  - Absence de contrat de travail
  - Absence d'assurance chômage
  - Absence de stock options
  - Absence de retraite chapeau
  - Bénéficiaire des régimes santé et prévoyance en vigueur au sein de Coface
  - Indemnité de cessation de fonction soumise à condition de performance et plafonnée
  - Mise à disposition d'un véhicule de fonction

# Rémunération du directeur général

## Exercice 2015 (2/3)

### Structure de la rémunération de Jean-Marc Pillu

- **Rémunération fixe**

→ 500 K€, soit une augmentation de 11,1% en 2015

**Rémunération fixe : 500 K€**

Analyse marché  
vs médiane  
(sources Towers 2015)\*

-7%

- **Rémunération variable annuelle**

→ Cible : 100% de la rémunération fixe, soit 500 K€ à 100% d'atteinte des objectifs fixés pour la période (60% d'objectifs financiers et 40% d'objectifs stratégiques et managériaux)

→ Amplitude : de 0 à 160% de la rémunération fixe :

- De 0% à 120% pour les objectifs financiers, correspondant à un taux d'atteinte maximum de 200%
- de 0% à 40% pour les objectifs stratégiques et managériaux, soit un taux d'atteinte maximum de 100%

**Rémunération totale cible : 1 000 K€**

-8%

- **Rémunération variable long terme (attribution gratuite d'actions)**

→ 31 544 actions de performance dans le cadre du LTIP 2015 (pour une valeur à la date d'attribution de 350 000 €)

**Rémunération globale cible : 1 350 K€**

-13%

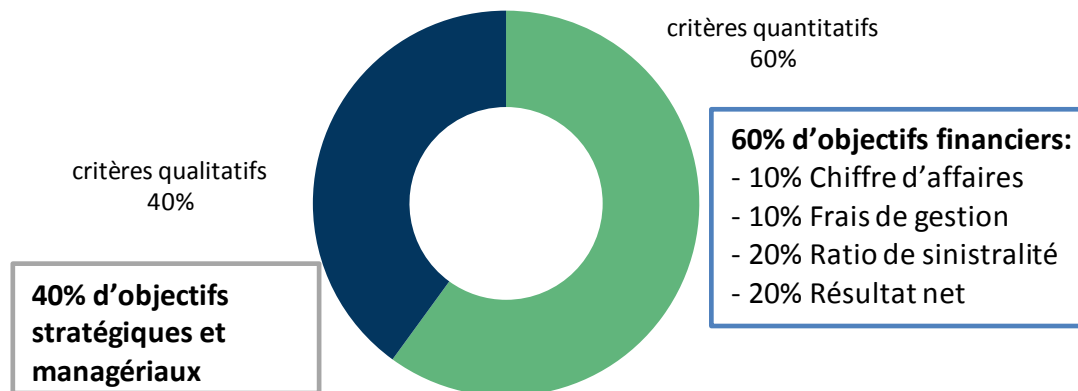
\* panel de 34 sociétés du SBF 120 comparables à Coface en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs et/ou de périmètre géographique

# Rémunération du directeur général

## Exercice 2015 (3/3)

### Rémunération variable annuelle de Jean-Marc Pillu

#### Modalités de détermination de la rémunération variable



La rémunération variable attribuée à Jean-Marc Pillu au titre de 2015, arrêtée par le conseil d'administration après avis du comité des nominations et des rémunérations, s'élève à **370 521 € brut**, soit 74,1% d'atteinte des objectifs fixés pour la période et se décompose de la façon suivante :

- **176 521 €** au titre des objectifs financiers, soit un taux d'atteinte de 58,8% sur ces critères
- **194 000 €** au titre des objectifs stratégiques et managériaux, soit un taux d'atteinte de 97% sur ces critères

# Conditions de cessation de fonctions du directeur général

## Conditions de départ de Jean-Marc Pillu

1) **Indemnité de cessation de fonction** due en cas de départ contraint (sauf pour faute grave ou lourde) et correspondant à deux ans de rémunération (fixe et variable), sous réserve que les deux critères de performance suivants soient remplis :

- réalisation à 75 % au moins des objectifs annuels en moyenne sur les trois exercices précédant la date de départ ; et
- que le ratio combiné net de réassurance de la Société soit à 95 % au plus en moyenne sur les trois exercices précédant la date de départ.

⇒ Les deux conditions étant remplies, il a été décidé de verser à Jean-Marc Pillu une indemnité de cessation de fonction d'un montant de **1 978 804 € brut** correspondant à deux ans de rémunération (fixe et variable).

2) **Confirmation des droits à l'attribution gratuite de 43 269 actions** attribuées à titre de rémunération exceptionnelle dans le cadre de l'IPO (450 000 € versés sous la forme de 43 269 actions gratuites). Les actions seront livrées le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et seront soumises à une période de conservation de deux ans à compter de cette date.

3) **Maintien des droits à l'attribution gratuite d'un nombre total maximum de 53 179 actions** attribuées dans le cadre des plans d'intéressement à long terme des salariés de Coface au titre de 2014 et de 2015. Les actions seront livrées respectivement les 1<sup>er</sup> juillet 2017 (LTIP 2014) et 18 février 2018 (LTIP 2015), sous réserve du respect des conditions de performance prévues dans les plans et seront soumises à une période de conservation de deux ans.

# Rémunération du directeur général

## Exercice 2016 (1/2)

### Statut de Xavier Durand

- **Mandataire social de COFACE SA**
- **Détails du statut :**
  - Absence de contrat de travail
  - Absence de stock options
  - Absence de retraite chapeau
  - Prise en charge à hauteur de 62,5% des cotisations auprès de la garantie sociale du chef d'entreprise et du mandataire social (GSC)
  - Bénéficiaire des régimes santé et prévoyance en vigueur au sein de Coface
  - Indemnité de cessation de fonction soumise à condition de performance et plafonnée
  - Mise à disposition d'un véhicule de fonction



# Rémunération du directeur général

## Exercice 2016 (2/2)

### Structure de la rémunération de Xavier Durand

- **Rémunération fixe**

→ 575 K€

**Rémunération fixe : 575 K€**

- **Rémunération variable annuelle**

→ Cible : 100% de la rémunération fixe, soit 575 K€ à 100% d'atteinte des objectifs fixés pour la période (60% d'objectifs financiers et 40% d'objectifs stratégiques et managériaux)

→ Amplitude : de 0 à 200% de la rémunération fixe:

- de 0% à 150% maximum pour les objectifs financiers, correspondant à un taux d'atteinte maximum de 250% ;
- de 0% à 50% maximum pour les objectifs stratégiques et managériaux, soit un taux d'atteinte maximum de 125%.

→ Avantage lié à la prise de fonction : rémunération variable 2016 garantie à hauteur de 80% de la rémunération variable cible (sous réserve que Xavier Durand soit toujours directeur général de la Société à la date du conseil d'administration arrêtant les comptes relatifs à l'exercice 2016)

**Rémunération totale cible : 1 150 K€**

- **Rémunération variable long terme (attribution gratuite d'actions)**

→ Attribution de 50 000 actions de performance minimum prévue dans le cadre du LTIP 2016, sous réserve de l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires

**Rémunération globale cible: 1 525 K€**

# Politique d'attribution de jetons de présence (1/2)

La politique d'attribution de jetons de présence, fixée en 2014, a été reconduite à l'identique par le conseil du 28 juillet 2015 et est appliquée comme suit :

- **Pour les membres du conseil d'administration :**
  - Part fixe : 8 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
  - Part variable : 2 000 € par séance, plafonnée à 6 séances.
  
- **Pour les membres du comité d'audit :**
  - Président
    - Part fixe : 17 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
    - Part variable : 2 000 € par réunion, plafonnée à 6 séances.
  - Membre du comité d'audit
    - Part fixe : 5 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
    - Part variable : 1 000 € par séance, plafonnée à 6 séances.

# Politique d'attribution de jetons de présence (2/2)

## Pour les membres du comité des nominations et des rémunérations :

- **Président**

- Part fixe : 8 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
- Part variable : 2 000 € par réunion, plafonnée à 5 réunions.

- **Membre du comité des nominations et des rémunérations**

- Part fixe : 3 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
- Part variable : 1 000 € par réunion, plafonnée à 5 réunions.

***Il est rappelé que Laurent Mignon, président du conseil d'administration, ne bénéficie d'aucune rémunération au titre de son mandat au sein de COFACE SA***



## 8. Présentation des 26 résolutions de l'assemblée générale mixte

---

*Carole Lytton*

Secrétaire du bureau de l'assemblée générale



# Présentation des 13 résolutions à caractère ordinaire

---

# 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> résolutions : comptes 2015

## 1<sup>ère</sup> résolution

→ **Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2015**

Résultat net : **73 048 606 €**

## 2<sup>ème</sup> résolution

→ **Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2015**

Résultat net part du groupe : **126 239 000 €**

# 3<sup>ème</sup> résolution : Affectation du résultat et mise en paiement du dividende

## 3<sup>ème</sup> résolution

### → Affectation du résultat et mise en paiement du dividende

Versement aux actionnaires d'un montant de **75 479 151 €** soit un **dividende de 0,48 € par action**, correspondant à :

- la totalité du bénéfice distribuable après dotation de la réserve légale, **soit 66 617 140 €**

et

- un prélèvement sur le poste « prime d'émission » à hauteur de **8 862 011 €**

# 4<sup>ème</sup> résolution : jetons de présence

## 4<sup>ème</sup> résolution

→ **Montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration pour l'exercice 2016**

**400 000 €**

→ **Augmentation d'environ 15 % destinée à rémunérer d'éventuelles réunions supplémentaires, les modalités de rémunération demeurant inchangées**



# 5<sup>ème</sup> résolution : autorisation au conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société

## 5<sup>ème</sup> résolution

### → Autorisation au conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société

#### Exemples possibles de rachat

- Assurer la liquidité et animer le marché des titres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement
- Attribuer au mandataire social et aux salariés des actions dans le cadre de plan d'attribution d'actions, de plans d'épargne salariale ou toute autre forme d'allocation d'actions aux membres du personnel
- À titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe

**Limite** : 10 % du nombre d'actions composant le capital social

**Durée** : 18 mois

# 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> résolutions : ratification de la cooptation de deux administrateurs

## 6<sup>ème</sup> résolution

→ **Ratification de la cooptation** de Martine Odillard le 5 mai 2015, en remplacement de Nicole Notat

## 7<sup>ème</sup> résolution

→ **Ratification de la cooptation** de Linda Jackson le 5 mai 2015, en remplacement de Laurence Parisot

# 8<sup>ème</sup> à 12<sup>ème</sup> résolutions : conventions réglementées (1/3)

## 8<sup>ème</sup> résolution

- **Approbation des conventions et engagements visés par les articles L 225-38 et suivants du code de commerce**

3 conventions préalablement autorisées par le conseil d'administration en 2015

## 9<sup>ème</sup> résolution

- **Approbation d'un engagement réglementé visé à l'article L 225-42-1 du code de commerce pris au bénéfice de Jean-Marc Pillu**

Mise en œuvre de l'indemnité de cessation de fonction à hauteur d'un montant de 1 978 804 € autorisée par le conseil d'administration du 15 janvier 2016

## 10<sup>ème</sup> résolution

- **Approbation d'un engagement réglementé visé à l'article L 225-42-1 du code de commerce pris au bénéfice de Jean-Marc Pillu**

Rémunération exceptionnelle consentie à Jean-Marc Pillu en 2014 au titre de l'introduction en bourse, autorisée par les conseils d'administration du 13 mai 2014 et 15 janvier 2016

## 11<sup>ème</sup> résolution

- **Approbation d'un engagement pris au bénéfice de Xavier Durand et lié à sa prise de fonctions**

Garantie à hauteur de 80 % de la rémunération variable au titre de l'exercice 2016, autorisée par le conseil d'administration du 15 janvier 2016

## 12<sup>ème</sup> résolution

### → **Approbation d'un engagement pris au bénéfice de Xavier Durand au titre d'une cessation de ses fonctions**

Indemnité de cessation de fonction autorisée par le conseil d'administration du 15 janvier 2016

## 13<sup>ème</sup> résolution

- **Avis consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Jean-Marc Pillu, directeur général**
- Rémunération fixe : 500 000 €
  - Rémunération variable annuelle attribuée : 370 521 € brut (correspondant à un taux d'atteinte de 74,1 % des objectifs fixés pour la période)
  - Rémunération variable long-terme : 31 544 actions gratuites de performance dans le cadre du LTIP 2015 (valeur à la date de l'attribution : 350 000 €)



# **Présentation des 13 résolutions à caractère extraordinaire**

---

## 14<sup>ème</sup> résolution

**Autorisation au conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre**

**Limite** : 10 % du capital par période de 24 mois

**Durée** : 26 mois



## 15<sup>ème</sup> résolution

### Réduction du capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions et affectation du montant de la réduction au compte prime d'émission

- Réduction de la valeur nominale de l'action de 5 € à 2 €
- Réduction du capital social de 786 241 160 € à 314 496 464 €
- Affectation de la somme de 471 744 696 €, correspondant au montant de la réduction de capital, à un sous-compte de « *prime d'émission* » indisponible
- Absence de conséquence sur les droits des actionnaires

## 16<sup>ème</sup> résolution

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise**

**Plafond : 80 M€** (ou 200M€ en cas de non adoption de la résolution réduisant le montant nominal de l'action) - plafond autonome

**Durée : 26 mois**

**Délégation non utilisable en période d'offre publique**

## 17<sup>ème</sup> résolution

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre**

**Plafond : 120 M€** (ou 300 M€ si la résolution réduisant le nominal de l'action n'était pas adoptée) - plafond global aux résolutions 17 à 25

**Durée : 26 mois**

**Délégation non utilisable en période d'offre publique**

## 18<sup>ème</sup> résolution

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public**

**Prix :** fixé par le conseil et au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action des 3 dernières séances de bourse diminuée d'une décote maximale de 5 %

**Plafond :** 45 M€ (ou 115 M€ si la résolution réduisant le nominal de l'action n'est pas adoptée) - s'impute sur le plafond global de 120 M€

**Durée :** 26 mois

**Délégation non utilisable en période d'offre publique**

## 19<sup>ème</sup> résolution

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par placements privés visés à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier**

**Prix** : fixé comme dans la 18<sup>ème</sup> résolution

**Plafond** : 30 M€ (ou 75 M€ si le nominal de l'action n'est pas réduit)

**Durée** : 26 mois

**Délégation non utilisable en période d'offre publique**

## 20<sup>ème</sup> résolution

**Autorisation au conseil d'administration en cas d'émission, dans la limite de 10 % du capital par an, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public ou par placements privés visés à l'article L. 411-2-II du Code monétaire et financier, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale**

- **Autorisation donnée au conseil pour fixer le prix d'émission par dérogation aux conditions prévues pour les 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions**
- Le prix sera au moins égal,
  - Soit au cours moyen pondéré de l'action le jour précédant la date de fixation du prix d'émission, diminué d'une décote maximale de 10 % ;
  - Soit à la moyenne pondérée des cours de l'action sur une période de 6 mois précédant la date de fixation du prix d'émission, diminuée d'une décote maximale de 10 %.

**Limite** : 10 % du capital social par période de 12 mois (imputation sur le plafond nominal global)

**Durée** : 26 mois

**Non utilisable en période d'offre publique**

## 21<sup>ème</sup> résolution

**Autorisation au conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription**

- **Autorisation conférée au conseil d'administration d'augmenter le nombre de titres à émettre pour une émission réalisée dans le cadre des 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> ou 19<sup>ème</sup> résolutions au même prix que celui retenu pour l'émission initiale en cas de sur souscription**

**Plafond** : 15 % de l'émission initiale  
(imputation sur le plafond nominal global)

**Durée** : 26 mois

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération d'apports en nature**

- **Délégation à l'effet d'augmenter le capital social sans droit préférentiel de souscription pour procéder à d'éventuelles opérations de croissance externe**

**Plafond** : 30 M€ (ou 75 M€ si la réduction du nominal de l'action n'est pas effectuée) - s'impute sur le plafond nominal global

**Durée** : 26 mois

**Délégation non utilisable en période d'offre publique**



## 23<sup>ème</sup> résolution

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise**

- **Délégation destinée à permettre le développement de l'actionnariat salarié au profit des adhérents à un plan d'épargne d'entreprise**

**Limite** : 8 M€ (ou 20 M€ si la valeur nominale de l'action n'est pas réduite)  
(Imputation sur le plafond nominal global)

**Prix** : fixé par la conseil, avec une décote maximale de 20 % par rapport à la moyenne des cours de l'actions durant les 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription

**Durée** : 26 mois

## 24<sup>ème</sup> résolution

**Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée**

- **Délégation destinée à permettre de développer l'actionnariat salarié au profit des salariés de sociétés liées ayant leur siège social hors de France**

**Plafond** : 8 M€ (ou 20 M€ si la valeur nominale de l'action n'a pas été réduite)

Plafond commun avec celui de la 23<sup>ème</sup> résolution et s'imputant sur le plafond nominal global

**Prix** : identique à celui de la 23<sup>ème</sup> résolution

**Durée** : 18 mois

## 25<sup>ème</sup> résolution

**Autorisation au conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre, en faveur de certains salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés lui étant liées**

- **Autorisation visant à permettre l'attribution d'actions gratuites au profit de mandataires sociaux et salariés de la société**

**Enveloppe maximale** : 1 % du nombre d'actions composant le capital social à la date de la décision de leur attribution (imputation sur le montant nominal global)

**Période d'acquisition minimale** : 3 ans, sans période de conservation

Délégation au conseil avec faculté de subdélégation pour arrêter l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions, déterminer les conditions de performance

**Durée** : 38 mois

# 26<sup>ème</sup> résolution : Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

26<sup>ème</sup>  
résolution

→ **Pouvoirs pour effectuer les publications et formalités légales**

A faded background image of four business professionals (three women and one man) in a meeting, looking at a laptop. The image is partially obscured by a green diagonal line pattern on the left and a dark blue triangle at the bottom left.

# Questions & réponses

---

**coface**



# **Vote des résolutions**

---



## **9. Résultat des votes et clôture de l'assemblée**

---

A background image showing four business professionals (three men and one woman) in a meeting, looking at a laptop. The image is faded and serves as a backdrop for the text.

**Merci de votre présence**

---

**coface**



# Informations légales

## AVIS IMPORTANT:

Cette présentation a été préparée exclusivement pour l'Assemblée Générale de COFACE SA du 19 mai 2016.

Cette présentation ne contient que des informations résumées et ne prétend pas être exhaustive. Le Groupe Coface ne prend pas de responsabilité pour l'utilisation de ces matériaux par toute personne.

Les informations contenues dans cette présentation n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante. Aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, est faite pour, et aucune certitude ne doit être placée sur, l'équité, l'exactitude, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni le Groupe Coface, ni ses filiales ou ses conseillers, ni aucune représentant de ces personnes, doivent avoir aucune responsabilité pour une perte découlant de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu.

Les participants sont invités à lire les états financiers consolidés de l'année (Résultat annuels 2015) et du premier trimestre (T1-2016) et compléter cette information avec le Document de référence 2015, qui a été enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers («AMF») le 13 Avril 2016 sous le numéro R.16.020. Ces documents présentent (tous ensemble) une description détaillée du Groupe Coface, son activité, sa stratégie, sa situation financière et les facteurs de risque.

Cette présentation contient certaines déclarations prospectives, à titre indicatif seulement. Les déclarations prospectives concernent des attentes, croyances, projections, les plans futurs et les stratégies, les événements ou tendances prévus et des expressions similaires concernant des sujets qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les opinions, hypothèses et attentes du rendement futur de Coface Groupe, en tenant compte de toutes les informations actuellement disponibles. Le Groupe Coface ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, ni à communiquer de nouvelles informations, événements futurs ou toute autre circonstance.

L'information prospective et les énoncés prévisionnels comportent, par nature, des risques et des incertitudes, identifiés ou non, et peuvent être affectées par de nombreux facteurs susceptibles de donner lieu à un écart significatif entre les résultats réels et ceux indiqués dans cette présentation. Vous êtes invités à vous référer à la section 2.4 « Rapport du président sur le gouvernement d'entreprise, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques » ainsi qu'au chapitre 5 « Principaux facteurs de risque, et leur gestion au sein du Groupe » du Document de référence 2014 du Groupe Coface, afin d'obtenir une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants, susceptibles d'influer sur les activités du Groupe Coface. Le Groupe Coface ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, ni à communiquer de nouvelles informations, événements futurs ou toute autre circonstance.

Cette présentation contient certaines informations qui n'ont pas été préparées conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Cette information a ses limites comme outil d'analyse et ne doit pas être considérée isolément ou comme substitut pour l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet du Groupe Coface, dans la rubrique « Investisseur » (<http://www.coface.com/fr/Investisseurs>).

Cette présentation ne constitue pas une offre de vente, ni une sollicitation d'une offre d'acheter des titres Coface SA dans aucune juridiction.